

République Algérienne Démocratique et Populaire
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique
Université A. MIRA-BEJAIA



Faculté des Sciences Economiques, Commerciales et des Sciences de Gestion

Département des Sciences Economiques

MEMOIRE

En vue de l'obtention du diplôme de
MASTER EN SCIENCES ECONOMIQUES

Option : Economie Quantitative

Thème

*Analyse de l'inclusion financière sur la croissance
économique en Algérie*

Présenté par :

- YOUSSEFI Lotfi
- MERTOUSSE Abdelkader

Encadré par :

Dr. Nassira AMIA

pr : Dr hidra

Ex : Dr bouaklin

Année Universitaire : 2024-2025

Remerciements

Nous remercions Dieu tout puissant de nous avoir donné le courage et la bonne volonté de mener à terme ce travail.

Nous remercions chaleureusement notre encadrante, Nassira AMIA, pour sa disponibilité, ses précieux conseils, sa bienveillance et son accompagnement tout au long de ce travail. Son expertise et ses remarques pertinentes ont grandement contribué à l'aboutissement de ce projet.

Nous remercions également les enseignants du département de sciences économiques pour la qualité de l'enseignement dispensé durant notre formation, ainsi que pour leur implication dans notre parcours académique.

Nous adressons nos plus profonds remerciements à nos familles respectives pour leur soutien inconditionnel, leur patience et leur compréhension tout au long de nos études. Leur présence et leurs encouragements constants ont été une source de motivation inestimable.

Enfin, nous tenons à exprimer notre reconnaissance et notre profonde gratitude envers tous ceux qui ont contribué de près ou de loin à la réalisation de ce mémoire.

Dédicace

Tout d'abord, je rends grâce à Dieu, source de sagesse et de force, pour m'avoir guidée et protégée à chaque étape de ce parcours.

À ma précieuse maman, dont l'amour et les sacrifices ont été ma lumière et ma force motrice.

Ta bienveillance et ta détermination ont toujours été mon inspiration.

À mon cher papa, pour ses encouragements et ses précieux conseils qui m'ont aidée à persévérer même dans les moments les plus difficiles.

À mon cher frère Yacine et Youcef, pour leurs amours fraternels, leurs compréhensions et leurs soutiens indéfectibles.

À mes chères sœurs Lynda, Habiba et Sarah et leurs époux Mabrouk, Samir et Faouzi, qui ont toujours cru en moi, m'ont encouragé(e) dans les moments de doute et m'ont offert un amour inconditionnel. Votre soutien m'a porté tout au long de ce parcours. Merci du fond du cœur.

À mes chers neveux Massinas, Younes, Aris et Hocine.

À mes nièces Arinas, Imane, Sabine et Hadil.

À mes amis Samy et Mahan merci pour votre camaraderie et vos encouragements.

À mon binôme Abdelkader, pour son aide précieuse et sa collaboration tout au long de ce projet.

À chacun d'entre vous, je vous dédie ce mémoire avec une profonde reconnaissance et un amour éternel. Vous avez chacun joué un rôle crucial dans l'accomplissement de cette étape importante de ma vie. Merci de croire en moi et de me soutenir avec tant de générosité.

Dédicace

Tout d'abord, je rends grâce à Dieu, source de sagesse et de force, pour m'avoir guidée et protégée à chaque étape de ce parcours.

À ma précieuse maman, dont l'amour et les sacrifices ont été ma lumière et ma force motrice.

Ta bienveillance et ta détermination ont toujours été mon inspiration.

À mon cher papa, pour ses encouragements et ses précieux conseils qui m'ont aidée à persévérer même dans les moments les plus difficiles.

À mon cher frère Mouloud, pour son amour fraternel, sa compréhension et son soutien indéfectible.

À mes chères sœurs Nadhira et Yamina et leurs époux Fares et Billal, qui ont toujours cru en moi, m'ont encouragé(e) dans les moments de doute et m'ont offert un amour inconditionnel. Votre soutien m'a porté tout au long de ce parcours. Merci du fond du cœur.

À mes cousins et cousines, merci pour votre camaraderie et vos encouragements.

À mon binôme Lotfi, pour son aide précieuse et sa collaboration tout au long de ce projet.

À chacun d'entre vous, je vous dédie ce mémoire avec une profonde reconnaissance et un amour éternel. Vous avez chacun joué un rôle crucial dans l'accomplissement de cette étape importante de ma vie. Merci de croire en moi et de me soutenir avec tant de générosité.

Abdelkader

Sommaire

Introduction générale	01
Problématique de recherche	02
Hypothèses de l'étude	02
Objectifs de l'étude	02
Structure du mémoire	02
Chapitre 01 Cadre conceptuel et théorique de l'inclusion financière et de la croissance économique	04
1.1. Définitions et concepts clés de l'inclusion financière	04
1.2. Théories économiques reliant l'inclusion financière à la croissance	05
1.3. Mesures et indicateurs de l'inclusion financière.....	06
1.4. Revue des études empiriques sur la relation entre inclusion financière et croissance économique	08
Conclusion du chapitre.....	09
Chapitre 02 Contexte socio-économique et état de l'inclusion financière en Algérie.....	10
2.1. Aperçu du paysage économique algérien (2010-2025).....	10
2.2. Structure et évolution du système financier algérien	15
2.3. État des lieux de l'inclusion financière en Algérie	19
2.4. Cadre réglementaire et politique de l'inclusion financière en Algérie	23
Conclusion du chapitre 02	25
Chapitre 03 Analyse de l'impact de l'inclusion financière sur la croissance économique : une approche par l'Analyse en Composantes Principales	26
3.1. Cadre méthodologique et choix des variables	26
3.1.1. Choix et définition des variables	26
3.2. Analyse et interprétation des résultats de l'ACP.....	30
3.3. Synthèse des résultats.....	40
3.3.1. Implications Économiques	41
Conclusion Générale	42
Bibliographie	
Tables des matières	

Liste des abréviations et acronymes

ACP	Analyse en Composantes Principales
AFI	Alliance for Financial Inclusion (Alliance pour l'Inclusion Financière)
ABEF	Association Professionnelle des Banques et Établissements Financiers
ANGEM	Agence Nationale de Gestion du Microcrédit
ANSEJ	Agence Nationale du Soutien d'Emploi de Jeunes
ARTS	Algeria Real Time Settlement
BAD	Banque Africaine de Développement
BADR	Banque de l'Agriculture et du Développement Rural
BDL	Banque de Développement Local
BEA	Banque Extérieure d'Algérie
BNA	Banque Nationale d'Algérie
BNP	Banque Nationale Paribas
CCP	Compte Courant Postal
CGCI	Caisse de Garantie des Crédits d'Investissement
CNAC	Caisse Nationale d'Assurance Chômage
CNEP	Caisse Nationale d'Épargne et de Prévoyance
CNIF	Comité National pour l'Inclusion Financière
CPA	Crédit Populaire d'Algérie
CGAP	Consultative Group to Assist the Poor
CGCI	Caisse de Garantie des Crédits d'Investissement
DAB	Distributeur Automatique de Billets
EPRG	Épargne
FGAR	Fonds de Garantie des Crédits aux PME
FMI	Fonds Monétaire International
GAB	Guichet Automatique de Billets
GIZ	Gesellschaft Internationale Zusammenarbeit (Agence allemande de coopération internationale)
GPMI	Global Partnership for Financial Inclusion
IDH	Indice de Développement Humain
KMO	Kaiser-Meyer-Olkin
KYC	Know Your Customer (Connaissance du client)
MPME	Micro, Petites et Moyennes Entreprises
N_CPT	Nombre de détenteurs de comptes bancaires
N_EMPR	Nombre d'emprunteurs
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Économiques
ONS	Office National des Statistiques
ONU	Organisation des Nations Unies

PPA	Parité de Pouvoir d'Achat
PIB	Produit Intérieur Brut
PIB/H	Produit Intérieur Brut par habitant
PME	Petite et Moyenne Entreprise
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
ROA	Return on Assets (Rendement des actifs)
SNIF	Stratégie Nationale pour l'Inclusion Financière
SPSS	Statistical Package for the Social Sciences
TPE	Terminal de Paiement Électronique

Liste des figures et tableaux

A/Liste des figures

N°	Titre	Page
Figure.2.1	Évolution du ratio crédit au secteur privé/PIB (%)	17
Figure.3.1	Scree Plot des valeurs propres et de la variabilité cumulée	33
Figure. 3.2	Variables (axes F1 et F2 :88,10%)	34
Figure.3.3	Des variables (axes D1 et D2 : 88,10 %) après rotation Varimax	38
Figure.3.4	Des Observations (axes D1 et D2 : 88,10 %) après rotation Varimax	39
Figure 3.5	Biplot (axes D1 et D2 : 88,10 %) après rotation Varimax	40

B/Liste des Tableaux

N°	Titre	Page
Tableau 2.1	L'évolution des principaux indicateurs macroéconomiques de l'Algérie entre 2010 et 2025	11
Tableau 2.2	Couverture géographique des services financier	20
Tableau 3.1	Base de données brutes	28
Tableau 3.2	Statistiques descriptives	29
Tableau 3.3	La matrice des Corrélations	30
Tableau 3.4	Test de Sphéricité de Bartlett	31
Tableau 3.5	Mesure de précision de l'échantillonnage de Kaiser-Meyer-Olkin (KMO)	31
Tableau 3.6	Valeurs propres (Eigenvalues) et variabilité expliquée	29
Tableau 3.7	Corrélations entre les variables et les facteurs (Saturation)	34
Tableau 3.8	Contributions des variables (%)	35
Tableau 3.9	Cosinus carrés des variables	36
Tableau 3.10	Matrice de rotation et pourcentage de la variance après rotation Varimax	37

Introduction générale

L'inclusion financière, définie comme l'accès équitable et abordable à une gamme complète de produits et services financiers essentiels, tels que l'épargne, le crédit, l'assurance ou les moyens de paiement, est aujourd'hui universellement reconnue comme une pierre angulaire du développement socio-économique.¹ Dans un monde où près de 1,7 milliard d'adultes demeurent non bancarisés selon la Banque Mondiale (2022), l'inclusion financière représente un puissant levier pour la réduction de la pauvreté et la promotion d'une croissance économique inclusive et durable. Au-delà de la simple possession d'un compte bancaire, il s'agit de donner aux individus et aux entreprises, en particulier les plus marginalisés, les outils nécessaires pour gérer leurs ressources, faire face aux imprévus économiques et investir dans leur avenir. En favorisant une participation plus large à l'économie formelle, l'inclusion financière contribue directement à la création d'opportunités et à l'amélioration générale des conditions de vie, bâtissant ainsi des sociétés plus résilientes et prospères.

Dans ce contexte d'inclusion globale, la question de l'accès et de l'utilisation des services financiers par des segments spécifiques de la population revêt une importance particulière. Par exemple, l'inclusion financière des femmes constitue un impératif stratégique. Elle ne représente pas uniquement un enjeu de justice sociale, mais s'impose également comme un facteur déterminant pour la réduction des inégalités économiques et la promotion d'un développement véritablement durable et inclusif. Lorsque les femmes bénéficient d'un accès, d'une utilisation et d'un contrôle autonomes sur les services financiers, leur pouvoir économique s'accroît considérablement, ce qui a des retombées positives sur leurs familles et leurs communautés, renforçant ainsi la dynamique de croissance générale.

C'est dans ce contexte macroéconomique et social en constante évolution que l'Algérie, en tant qu'économie émergente confrontée à des défis de diversification économique et de réduction de sa dépendance aux hydrocarbures, a récemment placé l'inclusion financière parmi ses priorités stratégiques. Avec un taux de bancarisation estimé à environ 56% en 2022, le pays présente un potentiel important d'amélioration dans ce domaine, particulièrement dans les zones rurales et pour les populations vulnérables. La période étudiée (2009-2022) est d'une importance capitale, car elle a été le théâtre de transformations économiques profondes : la chute des prix du pétrole en 2014 a mis en lumière la nécessité d'une diversification économique urgente ; la crise sanitaire mondiale du COVID-19 a accéléré la digitalisation des services et mis à l'épreuve la résilience du système financier ; enfin, des réformes structurelles significatives ont été initiées pour moderniser les infrastructures financières et stimuler l'économie. Parallèlement, cette période a vu l'émergence de nouveaux modèles d'affaires basés sur les technologies numériques (FinTech), offrant des perspectives inédites pour étendre l'accès aux services financiers aux populations traditionnellement exclues.

¹Banque mondiale. Inclusion financière - Vue d'ensemble. Disponible sur le lien <https://www.banquemondiale.org/fr/topic/financialinclusion/overview>

Problématique de la Recherche

Face à l'acuité de l'enjeu de l'inclusion financière et à la spécificité des dynamiques économiques et sociales algériennes sur la période considérée, il devient impératif de comprendre les mécanismes par lesquels les services financiers formels peuvent catalyser la croissance. Dès lors, la question centrale qui articule l'ensemble de notre investigation est la suivante : Quel est l'impact réel et multiforme de l'inclusion financière sur la croissance économique en Algérie durant la période allant de 2009 à 2022 ? Plus précisément, comment les divers indicateurs d'inclusion financière contribuent-ils spécifiquement à cette dynamique de croissance ?

Hypothèses de l'Étude

Afin d'apporter des éléments de réponse à cette problématique complexe, nous formulons les hypothèses suivantes, qui serviront de lignes directrices à notre analyse empirique :

- **Hypothèse Principale** : Nous postulons que l'inclusion financière exerce un impact significatif et intrinsèquement positif sur la croissance économique de l'Algérie, agissant comme un facteur stimulant le développement et la prospérité du pays.
- **Hypothèse Secondaire** : Nous émettons l'hypothèse que les différents indicateurs mesurant l'inclusion financière (tels que l'accès aux comptes bancaires, l'utilisation du crédit, et l'accessibilité aux infrastructures de paiement) n'ont pas une contribution homogène, mais des influences variées et distinctes sur la dynamique de la croissance économique algérienne.

Objectifs de l'Étude

L'objectif principal de cette recherche est d'analyser la relation entre l'inclusion financière et la croissance économique en Algérie, pour mieux comprendre leurs interactions. Pour cela, nous cherchons spécifiquement à :

- Décrire et analyser les éléments principaux de l'inclusion financière et de la croissance économique en Algérie, en découvrant leurs structures cachées.
- Déterminer quels facteurs de l'inclusion financière ont le plus d'impact sur la croissance économique.
- Mesurer la contribution de chaque indicateur d'inclusion financière à la croissance économique en Algérie, afin de mieux orienter les actions politiques.

Structure du Mémoire

Suivant une démarche scientifique rigoureuse et cohérente avec les objectifs fixés, ce mémoire est articulé autour de deux parties principales, chacune étant conçue pour adresser méthodiquement notre problématique et tester nos hypothèses.

La **première partie** sera entièrement consacrée à l'établissement du **cadre théorique** de notre recherche. Elle débutera par une revue historique de l'inclusion financière, traçant son évolution conceptuelle et sa reconnaissance progressive par les institutions internationales et

les cercles académiques. Cette section explorera ensuite les définitions fondamentales du concept d'inclusion financière telles que formulées par divers auteurs et organismes, avant de se pencher sur les théories économiques qui établissent un lien causal entre l'inclusion financière et la croissance économique. Enfin, les concepts clés essentiels à la compréhension de notre thématique de mémoire seront précisément définis et contextualisés.

La **seconde partie**, de nature **empirique**, constituera le cœur de notre analyse des données. Elle détaillera la méthodologie descriptive retenue, en mettant l'accent sur l'Analyse en Composantes Principales (ACP) comme outil d'investigation statistique. Cette section décrira les étapes de la collecte des données, les traitements préliminaires et l'application de l'ACP. Par la suite, les résultats obtenus de l'analyse seront rigoureusement présentés et interprétés. Une discussion approfondie de ces découvertes permettra de les confronter aux hypothèses initiales, de les situer par rapport à la littérature existante, et d'en dégager des implications pratiques et des recommandations concrètes pour les décideurs politiques algériens dans leur quête d'une croissance économique plus inclusive.

Chapitre 01 : Cadre conceptuel et théorique de l'inclusion financière et de la croissance économique

L'inclusion financière consiste à permettre à tous d'accéder facilement à des services comme les comptes bancaires, les prêts ou l'assurance. Elle aide les personnes à mieux gérer leur argent, à investir et à améliorer leurs conditions de vie. Sur le plan économique, elle favorise la croissance en soutenant l'épargne, l'investissement et la réduction des inégalités.

1.1. Définitions et concepts clés de l'inclusion financière

L'inclusion financière représente l'un des piliers fondamentaux du développement économique moderne. Ce concept, relativement récent dans la littérature économique, a connu une évolution significative dans sa définition et sa portée.²

1.1.1. Définition de l'inclusion financière³

L'inclusion financière désigne le processus permettant aux individus et aux entreprises d'accéder à des produits et services financiers utiles et abordables qui répondent à leurs besoins – transactions, paiements, épargne, crédit et assurance – fournis de manière responsable et durable (Banque Mondiale, 2018).

Selon le Global Partnership for Financial Inclusion (GPFI), l'inclusion financière va au-delà de la simple bancarisation et englobe "l'état dans lequel tous les adultes en âge de travailler, y compris ceux actuellement exclus du système financier, ont un accès effectif aux services financiers suivants fournis par des institutions formelles : crédit, épargne (y compris comptes courants), paiements et assurances" (GPFI, 2016).⁴

1.1.2. Exclusion financière et ses déterminants

L'exclusion financière, à l'opposé de l'inclusion, désigne l'incapacité de certains segments de la population à accéder aux services financiers formels. Servet (2015) identifie plusieurs déterminants de cette exclusion :⁵

- ✓ **Facteurs géographiques** : éloignement des agences bancaires et des infrastructures financières.
- ✓ **Facteurs socio-économiques** : faibles revenus, précarité d'emploi, niveau d'éducation limité.
- ✓ **Facteurs institutionnels** : cadres réglementaires inadaptés, exigences de documentation excessive.
- ✓ **Facteurs culturels et comportementaux** : méfiance envers les institutions financières, préférence pour les systèmes informels.
- ✓ **Facteurs technologiques** : fracture numérique limitant l'accès aux services financiers digitaux.

² Les Cahiers du MECAS, "L'inclusion financière : un levier au service d'une croissance économique inclusive en Algérie", V°17 / N°1 / MARS 2021 ISSN : 1112-5969, Université Abou Bekr Belkaid de Tlemcen (Disponible sur le lien <https://asjp.cerist.dz/en/article/149508>),(Consulté Le (12/04/2025)

³ Banque mondiale, " Inclusion financière ".(Disponible sur le lien <https://www.banquemondiales.org/fr/topic/financialinclusion/overview>), (Consulté Le (12/04/2025)

⁴ Article "Le Partenariat Global pour l'Inclusion Financière (GPFI)".Rédigé par DG Trésor • Publié le 10 août 2017, Disponible sur le lien <https://www.tresor.economie.gouv.fr/> (12/04/2025)

⁵Voir le lien [https:// finca.org/fr-ca/quest-ce-que-lexclusion-financiere](https://finca.org/fr-ca/quest-ce-que-lexclusion-financiere).(Consulté Le (12/04/2025)

1.1.3. Dimensions de l'inclusion financière

L'inclusion financière ne se limite pas à l'ouverture d'un compte bancaire ou à la présence d'institutions financières. Elle repose sur plusieurs dimensions qui permettent de mesurer, qualifier et comprendre l'accès effectif des populations aux services financiers, regroupant plusieurs composantes interdépendantes (Demirgüç-Kunt et al., 2018) :⁶

- **L'accès** : la disponibilité physique des services financiers, incluant les infrastructures bancaires et la proximité géographique.
- **L'utilisation** : la fréquence et la régularité avec lesquelles les services financiers sont utilisés.
- **La qualité** : l'adéquation des produits financiers aux besoins des utilisateurs.
- **Le bien-être** : l'impact positif de l'utilisation des services financiers sur la vie des usagers.

1.2. Théories économiques reliant l'inclusion financière à la croissance

L'analyse du lien entre inclusion financière et croissance économique repose sur divers cadres théoriques issus de la littérature économique. Ces théories permettent de mieux comprendre comment le développement des services financiers inclusifs stimule les dynamiques de croissance à long terme.

1.2.1. Théorie de l'intermédiation financière

La théorie de l'intermédiation financière souligne le rôle central des intermédiaires dans la mobilisation de l'épargne et la canalisation des ressources vers les investissements productifs⁷. Diamond (1984) montre que ces intermédiaires réduisent les asymétries d'information et les coûts de transaction⁸. Dans ce cadre, l'inclusion financière est perçue comme un levier essentiel : elle étend l'accès aux services financiers à des segments auparavant exclus, renforçant ainsi les effets positifs de l'intermédiation sur l'allocation des ressources et, in fine, sur la croissance...

1.2.2. Théorie de la croissance endogène

La théorie de la croissance endogène développe l'idée que la croissance économique est générée de manière interne à l'économie grâce à l'accumulation de capital humain, l'innovation et les externalités positives⁹. Romer (1986) et Lucas (1988) mettent en évidence le rôle central de ces facteurs. Bencivenga et Smith (1991) introduisent dans cette logique la dimension financière, montrant qu'un système financier développé peut :¹⁰

⁶Revue "L'impact de l'inclusion financière sur la croissance économique". Zakarya Mouzoun, Anouar Ammi, ENCG, Université Ibn Tofail, Kenitra, ISSN: 2958-6453 Juin 2023.p02 (Disponible sur le lien, <https://ijarims.org/wp-content/uploads/2023/08/11.pdf> (Consulté Le 12/04/2025)

Voir aussi Publication "Demirgüç-Kunt, A., Klapper, L., Singer, D., Ansar, S., & Hess, J. (2018)". The Global Findex Database 2018: Measuring Financial Inclusion and the Fintech Revolution. World Bank.

⁷ Gurley, J. G., & Shaw, E. S. (1960). Money in a Theory of Finance (p. 34–50). Brookings Institution.

⁸ Diamond, D. W. (1984). Financial intermediation and delegated monitoring. *Review of Economic Studies*, 51(3), (p. 393–401)

⁹ Romer, P.M.(1986). Increasing returns and long-run growth. *Journal of Political Economy*, 94(5), (p 1004–1010)

¹⁰ Lucas, R. E. (1988). On the mechanics of economic development. *Journal of Monetary Economics*, 22(1), (p. 12–20)

- Réduire les besoins de liquidité précautionnelle ;
- Favoriser les investissements à long terme, souvent plus risqués mais plus productifs ;
- Améliorer l'efficacité dans la sélection des projets d'investissement.

1.2.3. Théorie de la libéralisation financière

La théorie de la libéralisation financière, formulée par McKinnon et Shaw (1973), affirme que les restrictions financières – telles que les contrôles de taux d'intérêt – freinent la mobilisation de l'épargne. Leur suppression stimule les flux financiers¹¹. L'inclusion financière s'inscrit alors comme une extension de cette logique, elle élargit l'accès aux marchés financiers pour les agents traditionnellement exclus.¹²

1.2.4. Approche institutionnelle et théorie des coûts de transaction

North (1990) met en évidence le rôle des institutions dans la réduction de l'incertitude et des coûts de transaction.¹³ Acemoglu, Johnson et Robinson (2005) prolongent cette analyse en soulignant que la qualité institutionnelle est déterminante dans la croissance de long terme. L'inclusion financière, en contribuant à la structuration d'institutions inclusives, permet une réduction des frictions et une meilleure allocation des ressources.¹⁴

1.3. Mesures et indicateurs de l'inclusion financière

L'évaluation précise du niveau d'inclusion financière nécessite des indicateurs pertinents et fiables, permettant des comparaisons entre pays et dans le temps.

1.3.1. Indicateurs d'accès aux services financiers

(Selon la Banque mondiale, 2021) Les indicateurs d'accès évaluent la disponibilité physique des services financiers sur un territoire donné. Ils permettent d'estimer dans quelle mesure la population peut géographiquement accéder aux infrastructures financières formelles. Les mesures couramment utilisées incluent :

- La **densité des points de service**, exprimée par le nombre d'agences bancaires, de guichets automatiques (GAB), et d'autres points d'accès financiers pour 100 000 adultes.
- La **pénétration géographique**, mesurée par le nombre de points de service pour 1 000 km².
- La **distance moyenne** que les individus doivent parcourir pour accéder à un point de service financier
- Le **temps de trajet moyen** nécessaire pour rejoindre un service financier.¹⁵

Voir aussi Bencivenga, V. R., & Smith, B. D. (1991). Financial intermediation and endogenous growth. *Review of Economic Studies*, 58(2), (p-196)

¹¹ McKinnon, R. I. (1973). Money and Capital in Economic Development (p. 30–50). Brookings Institution

¹² Shaw, E. S. (1973). Financial Deepening in Economic Development (p. 20–45). Oxford University Press.

¹³ North, D. C. (1990). Institutions, Institutional Change and Economic Performance (p. 11–21). Cambridge University Press.

¹⁴ Acemoglu, D., Johnson, S., & Robinson, J. A. (2005). Institutions as a fundamental cause of long-run growth. In P. Aghion & S. Durlauf (Eds.), *Handbook of Economic Growth* (Vol. 1A, p. 389). Elsevier

¹⁵ World Bank. (2021). The Global Findex Database 2021 (p. 8). Washington, DC: World Bank. (Disponible sur le lien, [https:// globalfindex. worldbank.org/](https://globalfindex.worldbank.org/) (Consulté Le 12/04/2025)

Voir Revue “ Measuring Financial Inclusion : A Multidimensional Index “. Noelia Cámara, David Tuesta. N° 14/26 disponible sur le lien : https://www.bbvaesearch.com/wp-content/uploads/2014/09/WP14-26_Financial-Inclusion2.pdf?utm_source=chatgpt.com

Ces indicateurs sont essentiels pour identifier les zones à faible couverture financière, notamment en milieu rural

1.3.2. Indicateurs d'utilisation des services financiers¹⁶

Ces mesures reflètent l'intensité et la diversité d'utilisation des services financiers :

- **Taux de bancarisation** : pourcentage d'adultes possédant un compte dans une institution financière formelle
- **Taux de crédit** : pourcentage d'adultes ayant un crédit actif
- **Taux d'épargne formelle** : pourcentage d'adultes ayant des économies dans une institution financière ;
- **Fréquence des transactions** : nombre moyen de transactions par compte et par période ;
- **Diversité des produits utilisés** : nombre moyen de produits financiers détenus par personne

1.3.3. Indices composites d'inclusion financière¹⁷

Plusieurs indices agrégés ont été développés pour mesurer l'inclusion financière de manière multidimensionnelle :

- ❖ **Indice d'Inclusion Financière de Sarma (2008)** : combine trois dimensions :
 - La pénétration bancaire (proportion de la population bancarisée) ;
 - La disponibilité des services bancaires (nombre de guichets et d'agences) ;
 - L'utilisation des services bancaires (crédits et dépôts en pourcentage du PIB) ;
- ❖ **Indice Global Findex de la Banque Mondiale** (lancé en 2011) : fournit une base de données complète sur l'inclusion financière mondiale, couvrant l'accès et l'utilisation des services financiers par les adultes dans plus de 140 pays.
- ❖ **Indice d'Inclusion Financière de l'Alliance pour l'Inclusion Financière (AFI)** propose un cadre de mesure basé sur quatre dimensions : accès, utilisation, qualité et bien-être.

1.3.4. Indicateurs technologiques de l'inclusion financière¹⁸

Avec l'avènement des services financiers numériques, de nouveaux indicateurs ont émergé, parmi lesquels on peut citer :

- **Taux de pénétration des services d'argent mobile** : pourcentage d'adultes utilisant des services financiers via téléphone mobile.
- **Taux d'utilisation des paiements électroniques**
- **Accès à Internet et possession de téléphones mobiles** (comme facteurs facilitants)
- **Utilisation des plateformes de financement participatif et de prêts entre particuliers**

¹⁶ Demirgüç-Kunt, A., Klapper, L., Singer, D., Ansar, S., & Hess, J. (2018). The Global Findex Database 2017: Measuring Financial Inclusion and the Fintech Revolution (p. 8). Washington, DC: World Bank.

¹⁷ Sarma, M. (2008). Index of Financial Inclusion (Working Paper No. 215, pp. 3–5). New Delhi: Indian Council for Research on International Economic Relations. Voir https://icrier.org/pdf/Working_Paper_215.pdf

¹⁸ World Bank. (2021). The Global Findex Database 2021 (p. 2–3). Washington, DC : World Bank.

1.4. Revue des études empiriques sur la relation entre inclusion financière et croissance économique

Plusieurs études montrent un lien positif entre l'inclusion financière et la croissance économique, bien que les résultats varient selon les contextes.

1.4.1. Études macroéconomiques globales

Les études transversales et longitudinales à l'échelle mondiale ont généralement établi une corrélation positive entre les indicateurs d'inclusion financière et la croissance économique.

Levine (2005), dans une revue exhaustive de la littérature, conclut que le développement financier exerce un impact positif sur la croissance économique à long terme. Beck et al. (2007) démontrent que l'approfondissement financier réduit les inégalités de revenus et la pauvreté absolue.

King et Levine (1993), dans une étude pionnière couvrant 80 pays sur la période 1960-1989, ont établi que le niveau initial de développement financier prédit significativement les taux de croissance économique ultérieurs, l'accumulation de capital et les améliorations de productivité.

1.4.2. Études régionales et spécifiques aux pays en développement

La relation entre inclusion financière et croissance varie selon les régions et les niveaux de développement économique.

Sharma (2016), étudiant 49 pays en développement, constate que l'inclusion financière stimule significativement la croissance économique, avec un effet particulièrement marqué dans les pays à revenu faible et intermédiaire.

Pour l'Afrique spécifiquement, Andrianaivo et Kpodar (2012) trouvent que le développement des services financiers mobiles contribue positivement à la croissance économique, avec un effet amplificateur dans les pays ayant une faible pénétration bancaire traditionnelle.

1.4.3. Canaux de transmission identifiés empiriquement

Les études empiriques ont identifié plusieurs mécanismes par lesquels l'inclusion financière stimule la croissance, à savoir :

- **Capital humain** : Bruhn et Love (2014), analysant l'expansion d'une banque mexicaine ciblant les populations à faible revenu, constatent des effets positifs sur l'emploi, les revenus et la réduction de la pauvreté.
- **Entrepreneuriat et MPME** : Burgess et Pande (2005) démontrent que l'expansion bancaire en Inde rurale a stimulé l'entrepreneuriat et réduit la pauvreté. De même, Banerjee et al. (2015) trouvent des effets positifs du microcrédit sur le développement des micro-entreprises.
- **Réduction des inégalités** : Demirgüç-Kunt et Levine (2009) établissent que l'inclusion financière réduit les inégalités de revenus en permettant aux populations défavorisées d'investir dans leur capital humain et de démarrer des entreprises.
- **Stabilité macroéconomique** : Han et Melecky (2013) suggèrent qu'une base de dépôts plus large et diversifiée, résultant d'une plus grande inclusion financière, contribue à la stabilité du financement bancaire pendant les périodes de crise économique.

1.4.4. Limites et défis méthodologiques

Malgré le consensus émergent sur l'impact positif de l'inclusion financière, plusieurs défis méthodologiques persistent :

- ✓ **Causalité inverse** : Il est difficile d'établir si l'inclusion financière stimule la croissance ou si la croissance favorise l'inclusion financière.
- ✓ **Variables omises** : D'autres facteurs, comme la qualité institutionnelle ou le capital humain, peuvent influencer simultanément l'inclusion financière et la croissance.
- ✓ **Hétérogénéité des effets** : L'impact de l'inclusion financière varie selon les contextes institutionnels, culturels et économiques.
- ✓ **Mesure imparfaite** : Les indicateurs actuels ne capturent pas toutes les dimensions de l'inclusion financière, notamment qualitatives.

Ce chapitre a posé les bases conceptuelles et théoriques du lien entre inclusion financière et croissance économique. La théorie met en évidence plusieurs canaux d'impact, tels que l'amélioration de l'allocation des ressources, le soutien à l'investissement et la réduction des vulnérabilités. Les études empiriques confirment globalement cette relation positive, bien qu'elle varie selon les contextes. La mesure de l'inclusion financière a aussi évolué grâce aux nouveaux outils et technologies. Ces éléments théoriques et empiriques serviront de cadre pour analyser plus en détail le cas de l'Algérie

Chapitre 02 : Contexte socio-économique et état de l'inclusion financière en Algérie

Dans les pays en développement comme l'Algérie, l'accès aux services financiers est un élément important pour améliorer la vie des citoyens et soutenir l'économie (Demirgüç-Kunt et al., 2018). Pourtant, une grande partie de la population algérienne reste encore en dehors du système bancaire, surtout dans les zones rurales ou chez les personnes à faibles revenus (Banque mondiale, 2022 ; Banque d'Algérie, 2021). Cette situation limite les possibilités d'épargne, d'investissement ou de création d'activités économiques, ce qui freine le développement local et la réduction de la pauvreté (FMI, 2023).

Ce chapitre cherche à mieux comprendre la situation de l'inclusion financière en Algérie, en analysant le contexte économique et social du pays, les principaux blocages à l'accès aux services financiers, ainsi que les efforts faits pour améliorer cette situation (AFI, 2021 ; CGAP, 2020).

2.1. Aperçu du paysage économique algérien (2010-2025)

L'économie algérienne a connu des transformations significatives entre 2010 et 2025, avec des périodes de croissance, de défis structurels et de tentatives de diversification économique. Cette section présente une analyse détaillée de l'évolution macroéconomique de l'Algérie pendant cette période.

2.1.1. Structure et évolution du PIB algérien¹⁹

L'Algérie, disposant de la quatrième économie d'Afrique en termes de PIB nominal, a longtemps été caractérisée par sa forte dépendance aux hydrocarbures. Entre 2010 et 2025, plusieurs tendances majeures peuvent être identifiées :

- ❖ **Période 2010-2014 : Prospérité pétrolière** : Cette période a été marquée par des prix élevés du pétrole (souvent au-dessus de 100\$ le baril), permettant à l'Algérie d'enregistrer une croissance économique moyenne de 3,9% par an (ONS, 2015). Le PIB par habitant a atteint un pic historique de 5.574 dollars américains en 2014 (Banque Mondiale, 2015).²⁰
- ❖ **Période 2015-2019 : Choc pétrolier et ajustement** : La chute drastique des prix du pétrole à partir de mi-2014 a provoqué un ralentissement significatif de l'économie algérienne. La croissance du PIB a fléchi à 1,8% en moyenne sur cette période (FMI, 2020). Cette crise a exacerbé les déséquilibres macroéconomiques :²¹

- Le déficit budgétaire s'est creusé pour atteindre 15,7% du PIB en 2016

¹⁹ Banque mondiale. Algérie. Consulté à l'adresse : <https://data.worldbank.org/country/algeria>

²⁰ Amel Mezaour, Dehbia Belaid. (2020) " Les fluctuations des prix du pétrole comme enjeu principal de la crise économique internationale : état des lieux , impact sur l'économie algérienne et mesures prises par l'Algérie " (p. 235-236). EHEC de KOLEA (Algerie). Voir le lien : <https://asjp.cerist.dz/en/article/141069>

²¹ Fonds monétaire international. Consulté à l'adresse : Algérie. <https://www.imf.org/en/Countries/DZA>

- Les réserves de change ont diminué, passant de 194 milliards de dollars en 2014 à environ 72 milliards fin 2019

- La dette publique est passée de 7,7% du PIB en 2014 à près de 45,8% en 2019.

❖ **Période 2020-2022 : Double choc pandémique et pétrolier** : La pandémie de COVID-19, conjuguée à une nouvelle baisse des prix des hydrocarbures, a entraîné une contraction du PIB de 4,9% en 2020 (FMI, 2021). Les mesures de confinement ont particulièrement affecté les secteurs des services, du commerce et de la construction. Le taux de chômage a dépassé les 14,5% en 2021, avec un impact particulièrement marqué chez les jeunes où il atteignait 29,7% (ONS, 2022).

❖ **Période 2023-2025 : Reprise et tentatives de diversification** : La période plus récente a été caractérisée par une reprise économique progressive, soutenue par la remontée des prix des hydrocarbures et les efforts de diversification économique. Le PIB a connu une croissance annuelle moyenne estimée à 2,9% sur cette période (FMI, 2023).²²

Le tableau ci-dessous résume l'évolution des principaux indicateurs macroéconomiques de l'Algérie entre 2010 et 2025 :

Tableau 2.1 : L'évolution des principaux indicateurs macroéconomiques de l'Algérie entre 2010 et 2025 (FMI, 2023)²³

Année	Croissance du PIB (%)
2010	3,6
2012	3,4
2014	3,8
2016	3,2
2018	1,4
2020	-4,9
2022	3,2
2024*	2,7
2025*	2,4

Source : (Banque d'Algérie, 2025, Worldbank, FMI, 2024)

²² Fonds monétaire international. Algérie. Consulté à l'adresse : <https://www.imf.org/en/Countries/DZA>

²³ World bank Data, Voir le lien: [https:// data.worldbank.org/country/Algeria](https://data.worldbank.org/country/Algeria)

Banque mondiale. Taux de croissance du PIB (prix constants). Consulté à l'adresse :

<https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.MKTP.KD.ZG?end=2023&locations=DZ&start=2010>

Trading Economics. Algérie - Croissance du PIB. Consulté à l'adresse :

<https://fr.tradingeconomics.com/algeria/gdp-growth>

2.1.2. Secteurs économiques et tentatives de diversification ²⁴

La structure sectorielle de l'économie algérienne a connu une évolution modérée entre 2010 et 2025, avec une persistance de la prédominance des hydrocarbures dans les exportations et les recettes publiques.

❖ **Secteur des hydrocarbures** : Malgré les efforts de diversification, le secteur des hydrocarbures a continué de représenter :²⁵

- Entre 95% et 98% des exportations
- Entre 35% et 60% des recettes budgétaires selon les périodes et les prix du pétrole
- Environ 30% du PIB en moyenne

La production d'hydrocarbures a fluctué, avec une tendance générale à la baisse pour le pétrole (de 1,6 million de barils/jour en 2010 à environ 1 million en 2024) mais une augmentation pour le gaz naturel, notamment après 2020 avec la mise en exploitation de nouveaux gisements (Ministère de l'Énergie, 2023)

❖ **Secteur industriel hors hydrocarbures** : La contribution de l'industrie manufacturière au PIB est restée relativement faible, oscillant entre 5% et 7% sur la période. Les industries agroalimentaires, sidérurgiques et pharmaceutiques ont connu les progressions les plus significatives. Le programme de développement industriel lancé en 2021 visait à porter cette contribution à 15% du PIB à l'horizon 2025, un objectif partiellement atteint avec une contribution estimée à 10,2% fin 2024 (Ministère de l'Industrie, 2024).

❖ **Secteur agricole** : L'agriculture a connu un développement notable, avec une contribution au PIB passant de 8,7% en 2010 à près de 14,5% en 2025 (ONS, 2024). Cette progression est principalement due aux politiques de développement rural et aux investissements dans l'irrigation. La production céréalière reste toutefois très dépendante des conditions climatiques, avec une forte volatilité interannuelle.²⁶

❖ **Secteur des services** : Les services ont maintenu leur importance dans l'économie algérienne, représentant environ 42% du PIB en 2025. Le commerce, les télécommunications et les services financiers ont été les segments les plus dynamiques. Le tourisme, identifié comme secteur prioritaire dans plusieurs plans de développement, n'a connu qu'une progression limitée, représentant moins de 2% du PIB en 2025.²⁷

²⁴ Algérie Maintenant. (25 octobre, 2023). L'économie algérienne : Analyse du PIB et des perspectives de croissance. <https://algeriemaintenant.com/leconomie-algerienne-analyse-du-pib-et-des-perspectives-de-croissance/> (Consulté Le (20/04/2025))

²⁵ Banque mondiale. (2024). Aperçu : Algérie. <https://www.banquemoniale.org/fr/country/algeria/overview> (Consulté Le (20/04/2025))

²⁶ APS. (20 mai, 2024). Le secteur agricole contribue au PIB à hauteur de 18 %. Consulté à l'adresse : <https://www.aps.dz/economie/171046-le-secteur-agricole-contribue-au-pib-a-hauteur-de-18>

²⁷ MyMap.ai. (s. d.). Algerian economy analysis: key sectors & future outlook. Consulté à l'adresse

2.1.3. Indicateurs socio-économiques et développement humain²⁸

L'Algérie a enregistré des progrès importants en matière de développement humain, malgré les défis économiques rencontrés sur la période 2010-2025.

- **Évolution démographique** : La population algérienne est passée de 36 millions d'habitants en 2010 à environ 47 millions en 2025, avec un taux de croissance démographique moyen de 1,8% sur la période (ONS, 2025). La population est caractérisée par sa jeunesse, avec près de 50% de la population âgée de moins de 30 ans en 2025.²⁹
- **Indice de développement humain (IDH)** : L'IDH de l'Algérie a progressé de 0,738 en 2010 à 0,789 en 2023 (dernière année disponible), plaçant le pays dans la catégorie des pays à développement humain élevé (PNUD, 2024). Cette progression reflète les améliorations dans les domaines de l'éducation, de la santé et du niveau de vie.³⁰
- **Marché du travail** : Le chômage est resté un défi structurel majeur, touchant particulièrement les jeunes et les femmes :³¹
 - Le taux de chômage global est passé de 10% en 2010 à 14,3% en 2025 ;
 - Le chômage des jeunes (15-24 ans) atteignait 30,2% en 2025 ;
 - Le taux d'activité féminine, bien qu'en progression, restait faible à 19,4% en 2025.
- **Indicateurs de pauvreté et d'inégalités** : Le taux de pauvreté multidimensionnelle est passé de 6,8% en 2010 à 4,1% en 2023 (PNUD, 2024). Les inégalités, mesurées par l'indice de Gini, sont restées relativement stables autour de 0,33 sur la période, un niveau modéré comparé à d'autres pays de la région.

<https://www.mymap.ai/fr/blog/algerian-economy-analysis-key-sectors-future-outlook>

²⁸ The World Bank. Algeria – Country profile. Consulté le 10 Mai 2025, à l'adresse

<https://data.worldbank.org/country/algeria>

²⁹ CountryMeters.info. (2025). Algeria population (live). Consulté le 14 juin 2025, à l'adresse

<https://countrymeters.info/fr/Algeria>

Voir aussi Office national des statistiques (Algérie). (Juillet, 2024). Démographie algérienne 2020–2023 [PDF].

Consulté à l'adresse https://www.ons.dz/IMG/pdf/Demographie_Algerie_2020_2023.pdf

³⁰ Université de Sherbrooke, Direction de la recherche (Université de Sherbrooke – Perspective Monde).

Algérie : tendances de l'IDH et de la population [Consulté le 30 mai 2025]. Consulté à l'adresse

https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMTendanceStatPays?langue=fr&codePays=DZA&codeStat=SP_POP.IDH.IN&codeTheme=1

³¹ Statista. "Évolution du taux de chômage en Algérie de 2003 à 2023". Consulté à l'adresse

<https://fr.statista.com/statistiques/794567/taux-de-chomage-algerie>

Voir aussi El Watan. (2025, 2 mars). Selon l'enquête de l'ONS sur l'emploi : le taux de chômage a atteint 12,7 % à octobre 2024. <https://elwatan-dz.com/selon-lenquete-de-lons-sur-lemploi-le-taux-de-chomage-a-atteint-127-a-octobre->

The World Bank. "Unemployment, total (% of total labor force) – Algeria". Consulté à l'adresse

<https://data.worldbank.org/indicator/SL.UEM.TOTL.ZS?locations=DZ>

2.1.4. Politiques économiques et réformes structurelles

Les politiques économiques mises en œuvre entre 2010 et 2025 ont oscillé entre expansionnisme budgétaire et ajustements contraints par les chocs externes.

❖ Période 2010-2014 : Politiques expansionnistes³²

Cette période a été caractérisée par d'importants investissements publics dans les infrastructures, le logement et les services sociaux, soutenus par les recettes pétrolières abondantes. Le Plan quinquennal 2010-2014 a mobilisé près de 286 milliards de dollars d'investissements publics (Ministère des Finances, 2015).

❖ Période 2015-2019 : Ajustement et rationalisation³³

Face à la chute des recettes pétrolières, le gouvernement a adopté une politique de rationalisation des dépenses publiques avec :

- Une réduction des subventions énergétiques
- Le gel de nombreux projets d'investissement
- L'introduction de nouvelles taxes et l'augmentation de certains impôts
- Une politique monétaire restrictive pour contenir l'inflation

Toutefois, le recours au financement non conventionnel (planche à billets) entre 2017 et 2019 a permis de maintenir un certain niveau de dépenses publiques au prix d'une augmentation de l'inflation.

❖ Période 2020-2025 : Réformes structurelles et diversification³⁴

Cette période a été marquée par une volonté accrue de réformes structurelles, avec l'adoption d'une nouvelle loi sur les investissements (2020), une révision du cadre réglementaire bancaire (2022) et le lancement d'un programme de développement des énergies renouvelables.

Le Plan de relance économique 2020-2024 a mis l'accent sur :

- La digitalisation de l'économie et de l'administration publique ;
- Le développement des start-ups et de l'économie de la connaissance ;
- La promotion des exportations hors hydrocarbures ;
- L'amélioration du climat des affaires pour attirer les investissements étrangers ;
- La réforme du secteur bancaire et financier pour soutenir l'investissement privé.

³² Ministère des Finances (Algérie). (2014). Rapport NPLF 2014 [PDF]. Consulté à l'adresse <https://www.mf.gov.dz/pdf/rapports/NPLF%202014.pdf>

³³ Direction générale du personnel du personnel (Ministère des Finances, Algérie). (2019). Rapport RPLF 2019 [PDF]. Consulté à l'adresse <https://dgpp.mf.gov.dz/wp-content/uploads/2023/01/RPLF2019.pdf>

³⁴ Energy Magazine DZ. (Décembre, 2021). Plan de relance économique 2020-2024 [PDF]. Consulté à l'adresse <https://www.energymagazinedz.com/wp-content/uploads/2021/12/Plan-de-relance-economique-2020-2024-fr.pdf>

La loi de finances 2023 a introduit des mesures significatives pour encourager l'investissement productif, notamment des exonérations fiscales pour les entreprises nouvellement créées dans des secteurs prioritaires comme l'agriculture, les technologies de l'information et les énergies renouvelables.

La stratégie "Algérie Vision 2025", adoptée en 2022, visait à réduire la dépendance aux hydrocarbures en portant la part des exportations hors hydrocarbures à 10% du total des exportations d'ici 2025 (contre moins de 3% en 2020). Fin 2024, cette part atteignait environ 7,2%, montrant des progrès significatifs mais insuffisants pour transformer fondamentalement la structure de l'économie (Ministère du Commerce, 2024).

2.2. Structure et évolution du système financier algérien³⁵

Le système financier algérien a connu des évolutions importantes entre 2010 et 2025, tout en conservant certaines caractéristiques structurelles comme la prédominance du secteur public et une intermédiation financière relativement limitée.

2.2.1. Architecture du système bancaire et financier³⁶

➤ Structure du secteur bancaire

Le paysage bancaire algérien en 2025 comprend :

- 6 banques publiques : Banque Nationale d'Algérie (BNA), Crédit Populaire d'Algérie (CPA), Banque Extérieure d'Algérie (BEA), Banque de l'Agriculture et du Développement Rural (BADR), Banque de Développement Local (BDL) et Caisse Nationale d'Épargne et de Prévoyance (CNEP-Banque)
- 14 banques privées, principalement à capitaux étrangers, dont BNP Paribas, Société Générale, Arab Banking Corporation, Housing Bank for Trade and Finance, et Gulf Bank Algeria
- 9 établissements financiers spécialisés, incluant des sociétés de leasing et d'investissement

Le secteur bancaire public domine largement le marché, représentant environ 85% des actifs bancaires totaux et 90% du réseau d'agences en 2025, une baisse marginale par rapport aux 93% de 2010 (Banque d'Algérie, 2024).

➤ Évolution du réseau bancaire

Le réseau d'agences bancaires s'est progressivement densifié, passant de 1.442 agences en 2010 à environ 2.140 en 2025, portant le taux de couverture à 4,6 agences pour 100.000 habitants en 2025 (contre 4,0 en 2010). Cette expansion reste toutefois modeste comparée à d'autres pays de la région comme la Tunisie (18,5) ou le Maroc (15,2) (Banque d'Algérie, 2024 ; BAD, 2023).

³⁵ Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Locales. Monographie de la wilaya de M'Sila. Consulté à l'adresse https://interieur.gov.dz/Monographie/article_detail.php?lien=59&wilaya=28

³⁶ Agence Algérienne de Promotion de l'Investissement (AAPI) . Système financier et bancaire. Consulté à l'adresse <https://aapi.dz/systeme-financier-et-bancaire/>

La répartition géographique des agences bancaires demeure inégale, avec une concentration dans les zones urbaines du nord du pays. Les régions des Hauts Plateaux et du Sud continuent de souffrir d'une couverture bancaire insuffisante, malgré les efforts déployés pour réduire ces disparités.

➤ **Marchés financiers**

La Bourse d'Alger, créée en 1999, est restée de taille modeste tout au long de la période 2010-2025. En 2025, seulement 7 entreprises étaient cotées, pour une capitalisation boursière représentant moins de 0,5% du PIB (contre plus de 60% au Maroc et près de 20% en Tunisie). Les tentatives de dynamisation du marché, notamment à travers la révision du cadre réglementaire en 2021 et l'introduction de nouvelles plateformes de négociation en 2023, n'ont eu qu'un impact limité.

Le marché obligataire, dominé par les titres d'État, a connu un développement plus significatif, particulièrement après 2018, en réponse aux besoins de financement accrus du Trésor public. Le volume d'obligations publiques en circulation est passé de 635 milliards de dinars en 2010 à plus de 7.250 milliards en 2025 (Ministère des Finances, 2025).

2.2.2. Indicateurs de développement financier

➤ **Profondeur financière³⁷**

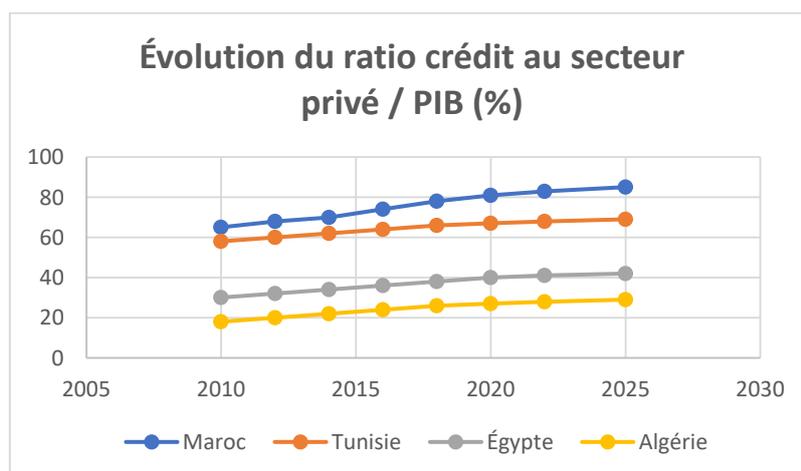
Plusieurs indicateurs témoignent d'une profondeur financière limitée mais en progression :

- Le ratio du crédit au secteur privé par rapport au PIB a progressé de 15,3% en 2010 à 29,8% en 2025, un niveau qui reste toutefois bien inférieur à la moyenne régionale de 48% (Banque d'Algérie, 2025 ; FMI, 2024)

Le graphique ci-dessous illustre l'évolution du ratio crédit au secteur privé/PIB en Algérie comparé à d'autres pays de la région (2010-2025) :

³⁷ Banque mondiale. (2023). Crédit intérieur au secteur privé (% du PIB) – Données. Consulté à l'adresse https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/FS.AST.PRVT.GD.ZS?contextual=default&end=2023&locations=DZ-EG-TN-MA&most_recent_value_desc=true&start=2010&view=chart

Fig. 2.1: Évolution du ratio crédit au secteur privé/PIB (%)³⁸



Source : (Banque d'Algérie, 2025 ; FMI, 2024)

Cette métrique est importante car elle indique le niveau de développement financier et l'accès au crédit dans chaque économie. Un ratio plus élevé suggère généralement un secteur financier plus développé et une meilleure disponibilité des crédits pour le secteur privé.

- **Efficiences et rentabilité du secteur bancaire :** Les indicateurs d'efficiences du secteur bancaire algérien montrent des améliorations mais demeurent en-deçà des standards internationaux :³⁹
 - Le coefficient d'exploitation moyen (rapport entre les frais généraux et le produit net bancaire) s'est légèrement amélioré, passant de 58,2% en 2010 à 54,7% en 2025.
 - Le taux de rendement des actifs (ROA) s'est établi à 1,8% en 2025, en hausse par rapport au 1,3% de 2010.
 - Le taux de créances non performantes a connu une tendance à la baisse, passant de 14,5% en 2010 à 10,2% en 2025, suite aux efforts d'assainissement des portefeuilles bancaires, particulièrement après la crise COVID-19

- **Innovation et digitalisation financière :** La digitalisation des services financiers, bien que tardive comparée à d'autres pays, s'est accélérée à partir de 2018 :⁴⁰
 - Le nombre de cartes bancaires en circulation a augmenté de 1,7 million en 2010 à près de 18 millions en 2025 ;
 - Le nombre de Terminaux de Paiement Électronique (TPE) est passé de moins de 3.000 en 2010 à environ 45.000 en 2025 ;

³⁸ Banque mondiale. (2023). Crédit intérieur au secteur privé (% du PIB) – Données. Consulté à l'adresse https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/FS.AST.PRVT.GD.ZS?contextual=default&end=2023&locations=DZ-EG-TN-MA&most_recent_value_desc=true&start=2010&view=chart

³⁹ Banque d'Algérie. (2023). Rapport annuel 2023. Consulté à l'adresse <https://www.bank-of-algeria.dz/stoodroa/2024/08/Rapport-annuel-2023-Fr.pdf>

⁴⁰ GIE Monétique. Cartes monétiques en Algérie. <https://giemonetique.dz/cartes/>

- Les services de banque mobile et en ligne ont connu un essor notable après 2020, stimulé par la pandémie et les initiatives réglementaires favorisant les paiements électroniques.

Toutefois, l'utilisation des services financiers digitaux reste concentrée dans les grandes zones urbaines et parmi les populations les plus éduquées et aisées.

2.2.3. Réformes et évolution du cadre réglementaire

Le cadre réglementaire et la supervision du système financier algérien ont connu plusieurs réformes importantes entre 2010 et 2025 :

- ❖ **Réformes prudentielles** : La Banque d'Algérie a progressivement renforcé le cadre prudentiel, avec :⁴¹
 - L'adoption en 2014 des normes de Bâle II, suivie par une transition partielle vers Bâle III à partir de 2020.⁴²
 - Le renforcement des exigences en matière de fonds propres, avec un ratio minimum de solvabilité porté à 10% en 2018, puis à 12% en 2022,⁴³
 - L'introduction de nouvelles normes de gouvernance bancaire en 2021, exigeant notamment la présence d'administrateurs indépendants et la création de comités d'audit et de risques.
- ❖ **Modernisation des systèmes de paiement** : La modernisation des infrastructures de paiement a constitué un axe majeur de réforme :
 - Le lancement du système de paiement en temps réel ARTS (Algeria Real Time Settlement) en 2006 ;⁴⁴
 - La mise en place d'une plateforme d'interopérabilité des paiements électroniques en 2019 ;⁴⁵
 - L'introduction d'un cadre réglementaire pour les fintechs et les établissements de paiement non bancaires en 2022, ouvrant la voie à de nouveaux acteurs dans l'écosystème financier ;

⁴¹ Banque d'Algérie. Instructions bancaires. Consulté à l'adresse <https://www.bank-of-algeria.dz/banque-instruction/>

⁴² Merhoun Malek. Benhalima Imane. (07 juin 2017). "Les Banques Algériennes A La Lumière Des Règles De Bale I, Ii, Iii : Bilan Et Perspectives". Revue des reformes Economique et intégration dans l'économie mondiale, Volume 12, Numéro 23, pages. Consulté à l'adresse : <https://asjp.cerist.dz/en/article/20463>
Banque d'Algérie. (2015). Rapport annuel 2015.(p88), Consulté à l'adresse : <https://www.bank-of-algeria.dz/stoodroa/2022/05/Rapport-Annuel-BA-2015.pdf>

⁴³ Banque d'Algérie. (2024). Rapport annuel 2023. Consulté à l'adresse : <https://www.bank-of-algeria.dz/stoodroa/2024/08/Rapport-annuel-2023-Fr.pdf>

⁴⁴ Algérie-DZ.com. (2018). Consulté à l'adresse : L'ARTS de la Banque d'Algérie opérationnel. <https://www.algerie-dz.com/L-ARTS-de-la-Banque-d-Algerie-operationnel.html>

⁴⁵ SATIM. Interopérabilité. Consulté à l'adresse : <https://www.satim.dz/index.php/fr/actualites/interopabilite>
Lexology. (2020). Algérie : réforme du secteur bancaire. Consulté à l'adresse : <https://www.lexology.com/library/detail.aspx?g=bc22fffa-6a1d-4a0c-b915-fbea6ababda9>

- ❖ **Libéralisation et ouverture financière** : L'évolution du cadre réglementaire en matière d'ouverture financière a été marquée par des fluctuations :
 - Une période de restrictions accrues entre 2010 et 2019, notamment avec la règle 51/49% limitant l'actionnariat étranger ;
 - Un assouplissement partiel avec la loi de finances 2020 qui a supprimé cette règle pour certains secteurs "non stratégiques" ;
 - L'adoption en 2023 d'un nouveau Code des investissements, offrant plus de garanties aux investisseurs étrangers et simplifiant les procédures administratives.⁴⁶
 -
- ❖ **Cadre réglementaire de l'inclusion financière** : Plusieurs mesures spécifiques visant à promouvoir l'inclusion financière ont été adoptées :
 - La création en 2018 d'un Comité National pour l'Inclusion Financière, présidé par le Gouverneur de la Banque d'Algérie.
 - L'adoption en 2020 d'une réglementation sur la banque participative (finance islamique), permettant aux banques conventionnelles d'offrir des produits conformes à la Charia.⁴⁷
 - L'introduction en 2022 d'un cadre réglementaire pour le microcrédit et les institutions de microfinance ;
 - La mise en place en 2024 d'un Fonds de Garantie pour les PME et les auto-entrepreneurs, facilitant leur accès au crédit bancaire.

2.3. État des lieux de l'inclusion financière en Algérie

L'inclusion financière en Algérie présente un tableau contrasté, avec des progrès significatifs sur certains aspects mais des défis persistants sur d'autres.

2.3.1. Accès aux services financiers formels⁴⁸

- ❖ **Pénétration bancaire** : Le taux de bancarisation (proportion d'adultes disposant d'un compte dans une institution financière formelle) a connu une progression notable, passant de 33% en 2010 à environ 61% en 2025 (Banque d'Algérie, 2025). Cette évolution positive masque toutefois d'importantes disparités :
 - Entre zones urbaines (taux de bancarisation de 72% en 2025) et rurales (43%) ;
 - Entre hommes (69% en 2025) et femmes (53%) ;

⁴⁶ El Watan. (2023). Les conditions de l'efficacité du nouveau code d'investissement. Consulté à l'adresse : <https://elwatan-dz.com/les-conditions-de-lefficacite-du-nouveau-code-dinvestissement-afin-de-relancer-la-croissance-economique-eliminer-lentrave-bureaucratique>

⁴⁷ Banque d'Algérie. (2020). Règlement 20-02 relatif aux moyens de paiement. Consulté à l'adresse : <https://www.bank-of-algeria.dz/stoodroa/2023/01/reglement202002.pdf>

⁴⁸ Banque mondiale. (2021). Global Findex Database. Consulté à l'adresse : <https://www.worldbank.org/en/publication/globalfindex/Data>

- Entre niveaux d'éducation (85% pour l'enseignement supérieur contre 38% pour le niveau primaire ou inférieur).
- ❖ **Couverture géographique des services financier** : La densité du réseau bancaire et des points d'accès aux services financiers a augmenté mais reste insuffisante :⁴⁹
 - La densité bancaire est passée de 2,5 agences pour 100.000 habitants en 2010 à 4,6 en 2025 ;
 - Le nombre de Guichets Automatiques Bancaires (GAB) a quintuplé, passant de 1.121 en 2010 à environ 5.600 en 2025 ;
 - Le nombre de points de services postaux financiers (CCP) est resté relativement stable autour de 3.400 sur la période.

Tableau 2.2 : Couverture géographique des services financier

Wilaya	Population (milliers)	Agences bancaires	Agences pour 100.000 hab.	GAB	GAB pour 100.000 hab.
Alger	3.850	410	10,6	1.230	31,9
Oran	1.780	155	8,7	485	27,2
Constantine	1.190	89	7,5	256	21,5
Adrar	490	12	2,4	28	5,7
Illizi	70	3	4,3	7	10
Moyenne nationale	47.000	2.140	4,6	5.600	11,9

Source : Banque d'Algérie (2025) et Office National des Statistiques (2025)

Cette disparité géographique illustre le déséquilibre persistant entre les régions du nord (plus densément couvertes) et celles du sud et des hauts plateaux, malgré les efforts des autorités pour réduire ces écarts.

- ❖ **Services financiers postaux** : Algérie Poste joue un rôle crucial dans l'inclusion financière, particulièrement dans les zones rurales et pour les populations à faible revenu :⁵⁰
- ✓ Environ 22 millions d'Algériens (soit 46% de la population totale) disposaient d'un compte courant postal (CCP) en 2025

⁴⁹ Banque d'Algérie. Nombre d'agences par wilaya. <https://www.bank-of-algeria.dz/nombre-agences-wilaya/> Ministère de la Poste et des Télécommunications. (2023). Rapport annuel du secteur postal. Consulté à l'adresse : https://www.mpt.gov.dz/wp-content/uploads/2023/12/rapport_POSTE.pdf

⁵⁰ Ministère de la Poste et des Télécommunications. Chiffres et indicateurs. Consulté à l'adresse : <https://www.mpt.gov.dz/chiffres-et-indicateurs/> Ministère de la Poste et des Télécommunications. (2023). Rapport annuel sur les activités postales en Algérie. https://www.mpt.gov.dz/wp-content/uploads/2023/12/rapport_POSTE.pdf

- ✓ Le réseau postal couvre l'ensemble du territoire national avec plus de 3.400 bureaux
- ✓ La carte Edahabia (carte de paiement électronique d'Algérie Poste) est devenue le principal instrument de paiement électronique avec plus de 12 millions de cartes en circulation en 2025

2.3.2. Utilisation des services financiers

- **Épargne formelle** : Le taux d'épargne formelle (proportion d'adultes ayant épargné dans une institution financière) est passé de 6,8% en 2010 à 18,3% en 2025, un niveau qui reste faible comparé à la moyenne régionale de 29,5% (Global Findex, 2024). Cette situation reflète en partie la préférence persistante pour l'épargne informelle et les actifs tangibles (immobilier, or).
- **Accès au crédit** : L'accès au crédit formel a progressé mais demeure limité :
 - La proportion d'adultes ayant un crédit en cours auprès d'une institution financière formelle est passée de 3,1% en 2010 à 12,5% en 2025 ;
 - Le crédit aux particuliers représentait environ 8,7% du PIB en 2025, contre 3,2% en 2010 ;
 - Le crédit hypothécaire reste particulièrement sous-développé, représentant seulement 1,8% du PIB en 2025.
- **Paiements et transactions** : L'utilisation des instruments de paiement électronique a connu une accélération notable après 2020 :
 - Le nombre de transactions par carte bancaire a augmenté de 2,3 millions en 2010 à plus de 87 millions en 2025 ;
 - Le volume des paiements électroniques (e-paiement) a atteint 482 milliards de dinars en 2025, contre moins de 1 milliard en 2010 ;
 - Les transferts d'argent par téléphone mobile, introduits en 2020, ont rapidement gagné en popularité avec près de 4,2 millions d'utilisateurs en 2025

Malgré ces progrès, l'économie algérienne reste largement dominée par les transactions en espèces, qui représentaient encore environ 75% de l'ensemble des transactions en 2025.

2.3.3. Qualité et pertinence des services financiers

- ❖ **Adéquation des produits financiers** : La gamme de produits financiers disponibles en Algérie s'est diversifiée mais reste insuffisamment adaptée aux besoins de certains segments de la population :
 - Les produits d'épargne offrent généralement des rendements réels négatifs en raison de taux d'intérêt administrés et d'une inflation persistante
 - Les produits de crédit sont souvent accompagnés d'exigences de garanties importantes, limitant leur accessibilité
 - Les produits d'assurance (notamment micro-assurance) et de retraite complémentaire demeurent sous-développés

- ❖ **Finance islamique** : Le développement de la finance islamique représente une évolution significative pour l'inclusion financière :
 - Le cadre réglementaire adopté en 2020 a permis le lancement de "fenêtres islamiques" dans les banques conventionnelles ;
 - En 2025, 11 banques (6 publiques et 5 privées) proposaient des produits financiers islamiques ;
 - Les dépôts conformes à la Charia ont atteint environ 1.850 milliards de dinars en 2025, soit 8,2% du total des dépôts bancaires. ;
 - Le financement islamique a atteint 1.230 milliards de dinars, représentant 5,7% du total des crédits bancaires.

Cette progression répond à une demande latente importante, de nombreux Algériens étant réticents à utiliser les services financiers conventionnels pour des raisons religieuses.

- ❖ **Services financiers digitaux** : La digitalisation des services financiers s'est accélérée mais fait face à plusieurs obstacles :⁵¹
 - La faible pénétration d'Internet dans certaines régions (69% de la population avait accès à Internet en 2025) ;
 - Les préoccupations liées à la sécurité des transactions électroniques ;
 - L'insuffisance des infrastructures de paiement électronique, particulièrement chez les commerçants de détail ;
 - Un cadre réglementaire encore en développement pour les nouveaux modèles d'affaires financiers numériques.

2.3.4. Barrières à l'inclusion financière

Plusieurs obstacles structurels continuent de limiter l'inclusion financière en Algérie :

- **Barrières socio-économiques**
 - Niveau élevé d'informalité économique (estimé à 35-40% du PIB)
 - Faible niveau de revenus pour une partie significative de la population
 - Taux d'analphabétisme persistant dans certaines régions rurales
- **Barrières institutionnelles**
 - Procédures administratives complexes pour l'ouverture de comptes et l'accès au crédit
 - Absence de bureaux de crédit efficaces et de registres de garanties mobilières
 - Faible concurrence dans le secteur bancaire, limitant l'innovation et la réduction des coûts
- **Barrières liées à l'offre**
 - Concentration des services financiers dans les zones urbaines
 - Faible diversification des produits financiers adaptés aux populations à faible revenu
 - Insuffisance des programmes d'éducation financière

⁵¹ APS. (2023). Digital African Summit : 80 % de la population algérienne a accès à Internet. Consulté à l'adresse : <https://www.aps.dz/sante-science-technologie/169864-digital-african-summit-80-de-la-population-algerienne-a-acces-a-internet>

➤ **Barrières culturelles et comportementales**

- Méfiance envers le système bancaire formel
- Préférence culturelle pour les transactions en espèces
- Réticences religieuses face aux produits financiers conventionnels basés sur l'intérêt

2.4. Cadre réglementaire et politique de l'inclusion financière en Algérie

Les autorités algériennes ont progressivement accordé une importance croissante à l'inclusion financière dans leurs stratégies de développement économique, particulièrement après 2018.

2.4.1. Stratégie nationale d'inclusion financière

La "Stratégie Nationale pour l'Inclusion Financière 2019-2024" (SNIF), adoptée en 2019 par le gouvernement algérien en collaboration avec la Banque d'Algérie et la Banque mondiale, constitue le premier cadre intégré de politique publique dédiée à l'inclusion financière. Cette stratégie s'articule autour de cinq axes prioritaires :

1. Amélioration de l'accès aux services financiers

- Extension du réseau bancaire et des points d'accès, particulièrement dans les zones sous-desservies
- Développement des canaux de distribution alternatifs (agents bancaires, services postaux)

2. Promotion des paiements électroniques

- Modernisation des infrastructures de paiement
- Incitations fiscales et réglementaires pour encourager l'adoption des paiements électroniques
- Développement des services financiers mobiles et de l'argent électronique

3. Accès au financement des MPME

- Création de mécanismes de garantie adaptés
- Simplification des procédures d'octroi de crédit
- Renforcement des capacités des institutions financières en matière d'évaluation des risques MPME

4. Protection des consommateurs et éducation financière

- Élaboration d'un cadre de protection des consommateurs de services financiers
- Mise en œuvre de programmes d'éducation financière à l'échelle nationale
- Renforcement de la transparence des institutions financières

5. Diversification des produits financiers

- Développement de la finance islamique
- Promotion de produits d'épargne et d'investissement accessibles
- Expansion des produits de microfinance et d'assurance inclusive

La mise en œuvre de cette stratégie a été confiée au Comité National pour l'Inclusion Financière (CNIF), présidé par le Gouverneur de la Banque d'Algérie et regroupant des représentants des principaux ministères concernés, du secteur financier et de la société civile.

2.4.2. Initiatives réglementaires en faveur de l'inclusion financière

Plusieurs réformes réglementaires ont été adoptées pour favoriser l'inclusion financière :

❖ Simplification des exigences KYC ⁵²

L'instruction n°03-2018 de la Banque d'Algérie a introduit une approche basée sur les risques pour les procédures d'identification des clients (Know Your Customer), allégeant les exigences documentaires pour les comptes à faible risque et à transactions limitées. Cette mesure visait particulièrement à faciliter l'accès aux services financiers pour les populations ne disposant pas de toute la documentation traditionnellement requise.

❖ Réglementation sur la banque à distance

Le règlement n°05-2020 de la Banque d'Algérie a établi un cadre complet pour les services bancaires à distance, couvrant la banque en ligne, la banque mobile et les autres canaux digitaux. Ce règlement a clarifié les responsabilités des prestataires de services, les exigences de sécurité et les droits des consommateurs.

❖ Cadre réglementaire pour la finance islamique

Le règlement n°02-2020 relatif aux opérations de banque relevant de la finance islamique a défini les conditions d'exercice des activités bancaires conformes à la Charia, ouvrant la voie à une offre plus diversifiée de produits financiers répondant aux préférences religieuses d'une partie significative de la population.

❖ Réforme du cadre des moyens de paiement

La loi n°18-05 sur le commerce électronique, complétée par plusieurs textes d'application adoptés entre 2019 et 2022, a modernisé le cadre juridique des transactions électroniques et facilité le déploiement de nouveaux instruments de paiement.

2.4.3. Programmes et initiatives spécifiques

Au-delà du cadre réglementaire, plusieurs programmes et initiatives ont été mis en œuvre pour promouvoir l'inclusion financière :

- ❖ **Programme d'éducation financière** : Lancé en 2021 en collaboration avec l'OCDE et la GIZ (coopération allemande), ce programme visait à améliorer les connaissances et compétences financières des populations, avec un accent particulier sur les jeunes, les femmes et les entrepreneurs. Il a inclus :⁵³

⁵² Banque d'Algérie. (2018). Note de conjoncture n°03/2018. Consulté à l'adresse :<https://www.bank-of-algeria.dz/wp-content/uploads/2020/01/note032018.pdf>

⁵³ Algérie Invest. (2022). Bilan GIZ 2022 : De bons résultats malgré les conditions de travail difficiles. Consulté à l'adresse :<https://www.algerieinvest.dz/bilan-giz-2022-de-bons-resultats-malgre-les-conditions-de-travail-difficiles/>

- L'intégration de modules d'éducation financière dans les programmes scolaires
 - Des campagnes médiatiques de sensibilisation
 - La formation de formateurs en éducation financière
 - Le développement d'outils pédagogiques adaptés aux différents segments de la population
- ❖ **Fonds de garantie pour les PME** : Le Fonds de Garantie des Crédits aux PME (FGAR) et la Caisse de Garantie des Crédits d'Investissement (CGCI) ont été renforcés et dotés de ressources supplémentaires pour faciliter l'accès au financement des petites et moyennes entreprises. En 2024, un nouveau mécanisme spécifique pour les micro-entreprises et les auto-entrepreneurs a été mis en place.
- ❖ **Initiative "E-banking pour tous"** : Ce programme, lancé en 2022 par la Banque d'Algérie en partenariat avec l'Association Professionnelle des Banques et Établissements Financiers (ABEF), visait à accélérer la digitalisation des services bancaires et à promouvoir leur utilisation. Il comprenait :
- Des subventions pour l'acquisition de terminaux de paiement électronique par les commerçants
 - Des campagnes de communication sur les avantages des services bancaires électroniques
 - Des formations gratuites pour les commerçants et les utilisateurs
 - Des incitations tarifaires pour encourager l'utilisation des paiements électroniques
- ❖ **Programme de microfinance** : L'Agence Nationale de Gestion du Microcrédit (ANGEM) a été restructurée en 2023 pour améliorer son efficacité et élargir sa portée. Le plafond des microcrédits a été relevé et les procédures d'octroi simplifiées. En parallèle, un cadre réglementaire pour les institutions de microfinance privées a été adopté, permettant l'émergence de nouveaux acteurs dans ce segment.

Ce chapitre a présenté un aperçu clair de la situation économique et financière de l'Algérie entre 2010 et 2025. Le pays cherche à diversifier son économie, longtemps centrée sur les hydrocarbures, en développant son secteur financier. Des avancées ont été enregistrées, comme la modernisation des moyens de paiement et la croissance des services financiers numériques, qui ont contribué à une meilleure inclusion financière.

Malgré ces progrès, plusieurs obstacles restent présents : les inégalités d'accès entre régions, le poids de l'économie informelle et une offre de services parfois inadaptée aux besoins des populations fragiles. Depuis 2018, les autorités ont lancé des réformes et une stratégie nationale pour améliorer l'inclusion financière. La réussite de ces efforts sera essentielle pour renforcer leur impact sur la croissance économique, un point qui sera approfondi dans les chapitres suivants.

Chapitre 3 : Analyse de l'impact de l'inclusion financière sur la croissance économique : une approche par l'analyse en composantes principales.

L'inclusion financière, définie par l'accès et l'utilisation effective des services financiers formels par l'ensemble de la population, est de plus en plus reconnue comme un catalyseur fondamental de la croissance économique et du développement durable. En améliorant l'accès au crédit, à l'épargne, à l'assurance et aux services de paiement, l'inclusion financière peut stimuler l'investissement, la consommation, la création d'entreprises, et ainsi contribuer à une répartition plus équitable des revenus et à la réduction de la pauvreté. Dans ce contexte, la compréhension de la relation complexe et multidimensionnelle entre l'inclusion financière et la croissance économique est devenue un enjeu majeur pour les décideurs politiques et les chercheurs.

Ce chapitre se propose d'approfondir l'analyse de cette relation en adoptant une approche par l'Analyse en Composantes Principales (ACP). L'ACP est une méthode statistique multivariée exploratoire particulièrement adaptée à la réduction de la dimensionnalité des données et à l'identification de structures sous-jacentes à partir d'un ensemble de variables corrélées. En transformant les variables initiales en un ensemble de nouvelles variables non corrélées, appelées composantes principales, cette approche permet de synthétiser l'information contenue dans un grand nombre d'indicateurs et de révéler les dimensions latentes qui caractérisent les phénomènes étudiés.

L'objectif principal de ce chapitre est d'examiner l'interdépendance entre divers indicateurs d'inclusion financière et le Produit Intérieur Brut par habitant (PIB/Habitant), considéré comme une mesure clé de la croissance économique et du niveau de vie. Les variables d'inclusion financière retenues incluent l'épargne brute (EPRG), le nombre de détenteurs de comptes bancaires (N_CPT), le nombre d'emprunteurs (N_EMPR), et le nombre de distributeurs automatiques de billets (DAB). Le recours à l'ACP permettra de dégager les principaux axes de variation expliquant les dynamiques observées, et d'identifier les profils d'évolution temporelle de ces phénomènes au sein de l'économie algérienne.

3.1. Cadre méthodologique et choix des variables

Cette section détaillera la méthodologie employée pour réaliser l'analyse en composantes principales. Elle débutera par une présentation des données utilisées, suivie de la justification du choix de l'ACP comme outil d'analyse, et enfin, la description des étapes de son application et des critères de sélection des composantes principales.

- **Le PIB par habitant (PIB_H) :**

Mesuré en parité de pouvoir d'achat (PPA), le PIB par habitant sert de proxy pour la croissance économique et le niveau de vie. Cette mesure permet une comparaison réaliste des niveaux de vie entre différents pays en neutralisant les variations de coûts de la vie et les taux d'inflation. Le choix du PIB/Habitant est justifié par sa capacité à refléter l'évolution de la production économique moyenne par personne sur une année, offrant ainsi une indication

fiable de la richesse totale produite par un pays rapporté à sa population. L'utilisation de la PPA assure que la même quantité de biens et services à un coût équivalent dans chaque pays, permettant une comparaison plus juste du pouvoir d'achat des devises.

- **L'Épargne Brute (EPRG) :**

Exprimée en pourcentage du PIB, l'épargne brute est un indicateur économique qui quantifie la part du Produit Intérieur Brut qui n'est pas consommée par les agents économiques nationaux. Un taux d'épargne élevé signale une disponibilité accrue de ressources pour l'investissement en capital (infrastructures, machines, technologie), élément crucial pour la croissance économique à long terme. En outre, une épargne suffisante constitue une réserve financière face aux chocs économiques et récessions, aidant à maintenir consommation et investissement en période difficile. Elle fournit également les fonds nécessaires aux prêts et aux investissements, et des taux d'épargne élevés peuvent stimuler le développement des marchés financiers et des institutions bancaires.

- **Le Nombre de Détenteurs de Comptes Bancaires (N_CPT) :**

Cet indicateur représente la proportion d'adultes possédant un compte auprès d'une institution financière (banques, coopératives de crédit) ou d'un fournisseur de services d'argent mobile. Il constitue une mesure fondamentale de l'accès de base aux services financiers.

- **Le Nombre d'Emprunteurs (N_EMPR) :**

Cette variable évalue l'accès des individus au crédit formel, incluant ceux ayant emprunté auprès d'une institution financière ou via une carte de crédit. Sa pertinence réside dans sa capacité à refléter la facilité avec laquelle les populations peuvent obtenir le financement nécessaire à leurs investissements personnels et professionnels.

- **Le Nombre de Distributeurs Automatiques de Billets (DAB) :**

Exprimé par habitant ou par zone géographique, le nombre de DAB est un indicateur clé de l'accessibilité physique aux services financiers. Une densité plus élevée de DAB est synonyme d'une meilleure disponibilité des services de retrait d'argent liquide, simplifiant ainsi les transactions financières quotidiennes pour les usagers.

3.1.2. Sources et description des données

Les données utilisées pour l'ACP dans le cadre de cette étude proviennent directement du mémoire intitulé « *L'impact de l'inclusion financière sur la croissance économique. Cas de l'Algérie (2009-2022)* », rédigé par Melissa BOUCHEBBAH et Yasmine BERBOUCHA et encadré par BOUGHDENE Rachid.

Afin de construire cette base de données, **ils** ont collecté des informations auprès de diverses plateformes numériques officielles émanant d'institutions et d'organisations financières internationales, ainsi que d'organismes nationaux. Une attention méticuleuse a été accordée à la pertinence et à la qualité des variables sélectionnées pour **leur** analyse. Les sources primaires mobilisées pour cette recherche incluent les référentiels de données du Fonds Monétaire International (FMI), de la Banque Mondiale, de la Banque d'Algérie et de l'Office National des Statistiques (ONS). De surcroît, **ils** ont exploité des rapports et des statistiques disponibles sur le portail officiel du Ministère des Finances algérien. L'ensemble des données brutes, de nature annuelle, s'étend sur une période de quatorze ans, couvrant les exercices de 2009 à 2022.

Tableau 3.1 : base de données brutes

Années	Le PIB par habitant, PPA	Épargne intérieure brute (% du PIB)	Nombre de détenteurs de comptes bancaire	Nombre d'emprunteurs	Nombre de DAB des banques
2009	12768,99	46,3	7 553 090	488 755	742
2010	13141,12	48,45	8 073 578	509 135	868
2011	13543,6	48,16	8 310 824	517 004	996
2012	13347,36	47,53	9 003 554	616 629	1 050
2013	13104,74	46,21	9 931 232	635 319	1 155
2014	13058,12	44,11	10 330 155	456 208	1 227
2015	12071,81	37,43	11 184 409	470 092	1 286
2016	11685,45	36,6	10 779 370	498 947	1 341
2017	11809,48	38,49	9 125 505	592 592	1 387
2018	12007,77	40,73	10 746 067	738 272	1 421
2019	12120,41	38,31	10 036 193	878 629	1 386
2020	11452,23	33,43	10 127 728	891 063	1 564
2021	12170,19	38,2	10 680 278	905 949	1 665
2022	13226,79	44,95	11 061 678	899 741	1 755

Source : M. Bouchebbah et Y. Berboucha, *L'impact de l'inclusion financière sur la croissance économique. Cas de l'Algérie (2009-2022)* (Mémoire de Master, Université A. MIRA-BEJAIA, 2024).

❖ Statistiques descriptives des variables

Le tableau suivant présente un résumé statistique pour chaque variable. Ces statistiques nous donnent une première idée de la distribution et de la variabilité de nos données.

Tableau 3.2 : Statistiques descriptives

Variable	Minimum	Maximum	Moyenne	Écart-type
DAB	742,00	1 755,00	1 275,97	263,28
EPRG	33,43	48,45	41,86	4,72
N_CPT	7 553 090,00	11 184 409,00	9 808 537,75	1 038 882,98
N_EMPR	456 208,00	905 949,00	647 369,85	166 187,44
PIB_H	11 452,00	13 544,00	12 510,08	657,15

Source : réalisé par nos même à partir des résultats du logiciel SPSS

L'analyse de ce tableau montre que :

- **DAB (Nombre de distributeurs automatiques de billets) :**

La moyenne de 1275,97 indique une infrastructure de distribution de liquidités relativement présente. L'écart-type de 263,28 montre une certaine variation dans le nombre de DAB au cours des observations, suggérant des fluctuations ou une croissance de cette infrastructure. Un plus grand nombre de DAB signifie généralement une meilleure accessibilité physique aux services financiers, facilitant les transactions quotidiennes pour les individus.

- **EPRG (Épargne Brute) :**

Une moyenne de 41,86% du PIB pour l'épargne brute est un indicateur important. L'épargne brute en pourcentage du PIB représente la part de la production totale de biens et services qui n'est pas consommée par les agents économiques nationaux. Un taux d'épargne élevé est crucial car il fournit des ressources pour l'investissement en capital (infrastructures, machines, technologie), essentiel à la croissance économique à long terme. Elle peut également servir de réserve financière en cas de chocs économiques et encourager le développement des marchés financiers.

- **N_CPT (Nombre de détenteurs de comptes bancaires):**

La moyenne de 9,8 millions de détenteurs de comptes indique une proportion significative d'adultes ayant accès à un compte dans une institution financière, ce qui est un indicateur clé de l'accès de base aux services financiers.

- **N_EMPR (Nombre d'emprunteurs) :**

Avec une moyenne de 647 369 emprunteurs, cet indicateur évalue l'accès au crédit formel, crucial pour le financement d'investissements personnels et professionnels.

- **PIB_H (PIB par habitant) :**

Le PIB par habitant en PPA, avec une moyenne de 12510,08, est une mesure économique qui permet de comparer les niveaux de vie et indique la production économique moyenne par personne. L'utilisation de la PPA ajuste les taux de change pour une comparaison plus réaliste du pouvoir d'achat des devises entre pays, capturant mieux l'évolution de la valeur totale des biens et services produits par un pays par habitant.

3.2. Analyse et interprétation des résultats de l'ACP

L'Analyse en Composantes Principales (ACP) a été appliquée pour comprendre la structure des relations entre les variables d'inclusion financière (DAB, EPRG, N_CPT, N_EMPR) et le PIB par habitant (PIB_H) en Algérie sur 53 observations. L'objectif est de réduire la complexité des données en identifiant des dimensions latentes, ou "facteurs", qui expliquent la majeure partie de la variance observée.

3.2.1. Matrice de Corrélation (Pearson)

La matrice de corrélation révèle les relations linéaires entre les variables. Les valeurs en gras sont significatives à $\alpha=0,05$.

Tableau 3.3 : La matrice des Corrélations

Variables	DAB	EPRG	N_CPT	N_EMPR	PIB_H
DAB	1	-0.7487	0.8233	0.7557	-0.6228
EPRG	-0.7487	1	-0.6946	-0.4485	0.9583
N_CPT	0.8233	-0.6946	1	0.3867	-0.5498
N_EMPR	0.7557	-0.4485	0.3867	1	-0.3654
PIB_H	-0.6228	0.9583	-0.5498	-0.3654	1

Source : réalisé par nos même à partir des résultats du logiciel SPSS

D'après le tableau ci-dessus, on constate :

Forte corrélation positive (PIB_H et EPRG) : La corrélation de 0,9583 entre le PIB par habitant et l'épargne brute est remarquablement élevée. Cela suggère que, dans le contexte algérien, une augmentation du PIB par habitant est fortement associée à une augmentation de l'épargne brute, ce qui est cohérent avec la théorie économique où des revenus plus élevés permettent une plus grande capacité d'épargne et d'investissement, soutenant potentiellement la croissance économique à long terme.

Corrélation positive entre accessibilité et utilisation (DAB, N_CPT, N_EMPR) : Les corrélations entre DAB, N_CPT (0,8233) et N_EMPR (0,7557) sont fortes et positives. Ceci est intuitivement logique : plus il y a de distributeurs automatiques (DAB), plus il est facile pour les gens d'accéder à des comptes bancaires (N_CPT) et potentiellement d'obtenir des prêts (N_EMPR). Cela reflète une interdépendance au sein des indicateurs d'inclusion financière.

Corrélations négatives (PIB_H / EPRG vs. DAB / N_CPT) : Les corrélations négatives entre PIB_H / EPRG et DAB / N_CPT (-0,6228, -0,7487 pour DAB ; -0,5498, -0,6946 pour N_CPT) sont intéressantes. Elles pourraient indiquer que, dans certaines phases de développement économique (reflétées par le PIB_H et l'EPRG), il n'y a pas nécessairement une augmentation proportionnelle ou positive des infrastructures d'inclusion financière comme les DAB ou le nombre de comptes. Cela pourrait suggérer que l'accès aux services financiers (DAB, N_CPT) est plus élevé lorsque le PIB/Habitant et l'épargne brute sont plus faibles, ce qui est une observation contre-intuitive qui pourrait nécessiter une analyse plus approfondie du contexte.

Corrélation faible (N_EMPR et PIB_H / EPRG) : Les corrélations entre N_EMPR et PIB_H (-0,3654) et EPRG (-0,4485) sont faibles à modérées et négatives. Cela pourrait signifier que l'augmentation du nombre d'emprunteurs n'est pas fortement liée positivement à la croissance du PIB par habitant ou de l'épargne brute.

3.2.2. Test de sphéricité de Bartlett

Ce test permet de vérifier si la matrice de corrélation est significativement différente d'une matrice identité, c'est-à-dire si les variables sont suffisamment corrélées pour justifier une ACP.

Tableau 3.4 : Test de Sphéricité de Bartlett

Indicateur	Valeur
Khi² (Valeur)	313,7254
Degrés de liberté (DDL)	10
p-value	< 0,0001
Seuil de signification (α)	0,05

Source : réalisé par nos même à partir des résultats du logiciel SPSS

Interprétation Économique :

L'hypothèse nulle (H0) stipule qu'il n'y a pas de corrélation significativement différente de 0 entre les variables. L'hypothèse alternative (Ha) affirme qu'au moins une des corrélations entre les variables est significativement différente de 0.

Avec une p-value extrêmement faible (<0,0001) et inférieure au niveau de signification $\alpha=0,05$, nous rejetons l'hypothèse nulle H0. Cela signifie qu'il existe des corrélations significatives entre les variables, rendant l'application de l'ACP pertinente et économiquement justifiée pour réduire la dimensionnalité des données. Le risque de rejeter l'hypothèse nulle H0 alors qu'elle est vraie (erreur de type I) est inférieur à 0,01%.

3.2.3. Mesure de précision de l'échantillonnage de Kaiser-Meyer-Olkin (KMO)

Le KMO mesure l'adéquation de l'échantillonnage pour l'analyse factorielle. Une valeur proche de 1 indique que les variables sont bien adaptées.

Tableau 3.5 : Mesure de précision de l'échantillonnage de Kaiser-Meyer-Olkin (KMO)

Variable	KMO Individuel
DAB	0,6425
EPRG	0,6719
N_CPT	0,5920

N_EMPR	0,5039
PIB_H	0,6271
KMO Global	0,6161

Source : réalisé par nos même à partir des résultats du logiciel SPSS

Un KMO global de 0,6161 est considéré comme acceptable (généralement, une valeur > 0,5 est requise). Cela indique que les variables partagent une variance commune suffisante et que l'échantillon est adéquat pour l'analyse factorielle, ce qui signifie que les relations entre les variables sont assez structurées pour être expliquées par des facteurs sous-jacents. Les KMO individuels, tous supérieurs à 0,5, confirment que chaque variable est bien représentée par les autres dans la matrice de corrélation.

3.2.4. Valeurs propres (Eigenvalues) et variabilité expliquée

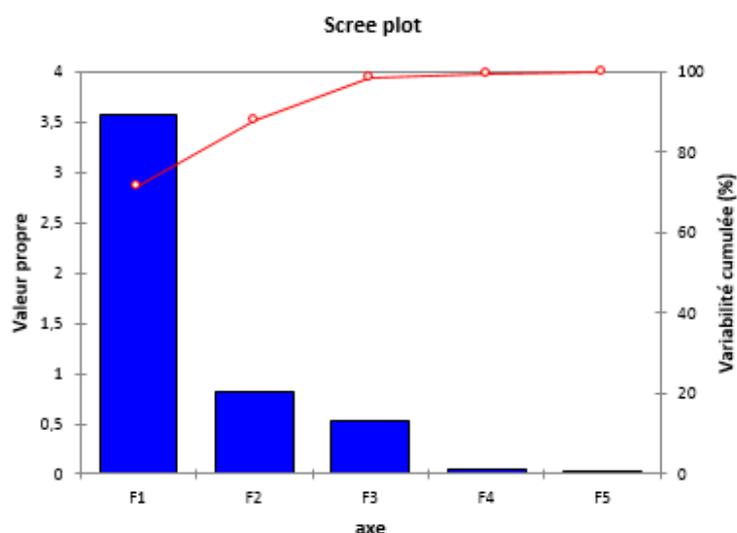
Les valeurs propres indiquent la quantité de variance expliquée par chaque composante principale.

Tableau 3.6 : Valeurs propres (Eigenvalues) et variabilité expliquée

Facteur	Valeur Propre	Variabilité (%)	% Cumulé
F1	3,5797	71,5945	71,5945
F2	0,8254	16,5087	88,1032
F3	0,5200	10,4002	98,5034
F4	0,0532	1,0640	99,5674
F5	0,0216	0,4326	100,0000

Source : réalisé par nos même à partir des résultats du logiciel SPSS

Figure 3.1 : Scree Plot des valeurs propres et de la variabilité cumulée



Source : Sortie de logiciel SPSS

Les valeurs propres indiquent la quantité de variance expliquée par chaque facteur extrait lors de l'ACP. Le premier facteur (F1) présente une valeur propre de 3,5797 et explique ainsi 71,59 % de la variance totale. Cela montre que ce facteur capture une large part de l'information contenue dans les données.

- **Le deuxième facteur (F2)**, avec une valeur propre de 0,8254, explique 16,51 % supplémentaire de la variance. Ensemble, F1 et F2 expliquent plus de 88 % de la variance totale, ce qui est un résultat très satisfaisant et indique que ces deux facteurs seuls résument déjà la majeure partie de la structure des données.

De ces résultats, il est pertinent de retenir les trois premiers facteurs pour synthétiser les données, car ils expliquent l'essentiel de la variance et permettent une représentation fidèle et simplifiée des informations initiales.

3.2.5. Corrélations entre les variables et les facteurs (Saturation)

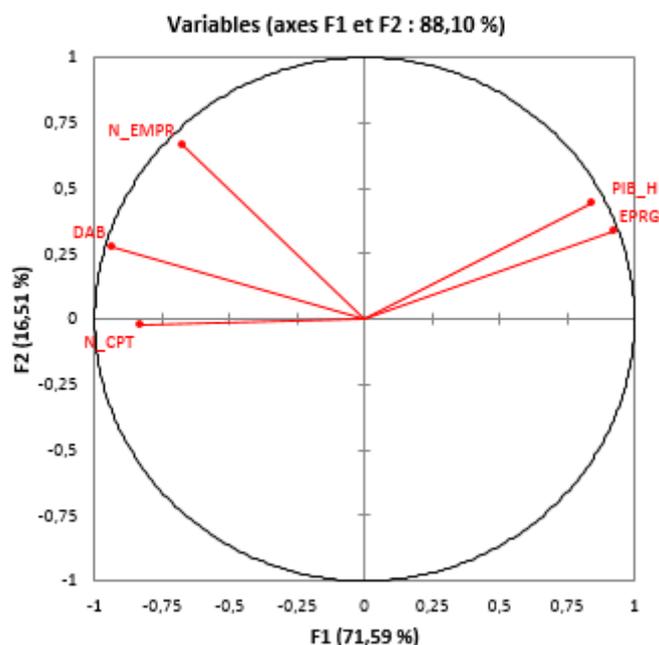
Ces valeurs représentent la force et la direction de la relation entre chaque variable et chaque facteur avant rotation.

Tableau 3.7 : Corrélations entre les variables et les facteurs (Saturation)

Variabes	F1	F2	F3	F4	F5
DAB	-0,9342	0,2738	0,1381	0,1823	0,0094
EPRG	0,9244	0,3352	0,1427	0,0127	0,1123
N_CPT	-0,8279	-0,0253	0,5499	-0,1056	0,0190
N_EMPR	-0,6776	0,6631	-0,3044	-0,0925	0,0022
PIB_H	0,8414	0,4448	0,2925	0,0101	-0,0926

Source : réalisé par nos même à partir des résultats du logiciel SPSS

Figure. 3.2 : Variables (axes F1 et F2 :88,10%)



Source : Sortie de logiciel SPSS

Interprétation de F1 (avant rotation) : Ce facteur est fortement positif pour EPRG et PIB_H, et fortement négatif pour DAB, N_CPT et N_EMPR. Cela suggère une opposition entre les variables de richesse économique (PIB, épargne) et les variables d'accès/utilisation des services financiers (DAB, comptes, emprunteurs). Économiquement, cela pourrait indiquer que, dans le contexte de ces données, les périodes de forte croissance économique et d'épargne ne coïncident pas nécessairement avec une expansion rapide de l'inclusion financière par les infrastructures physiques ou le nombre de comptes/emprunteurs, ou qu'il y a des dynamiques économiques qui génèrent ces relations inverses.

Interprétation de F2 (avant rotation) : Ce facteur est principalement lié positivement à N_EMPR et, dans une moindre mesure, à PIB_H et EPRG. Il pourrait représenter une dimension de l'utilisation active du crédit, distincte de la simple possession de comptes ou de la disponibilité des DAB.

Cette analyse factorielle met en évidence deux dimensions principales. Le premier facteur oppose la performance économique (PIB, épargne) aux indicateurs d'accès financier (DAB, comptes, emprunteurs), suggérant que la croissance économique ne s'accompagne pas toujours d'une inclusion financière étendue. Le second facteur, centré sur le recours au crédit, reflète une dimension d'usage actif des services financiers. Ces résultats soulignent la complexité des relations entre développement économique et inclusion financière.

3.2.6. Contributions des variables (%)

Ce tableau montre l'importance de chaque variable dans la construction de chaque facteur.

Tableau 3.8 : Contributions des variables (%)

Variables	F1 (%)	F2 (%)
DAB	24,3773	9,0823
EPRG	23,8706	13,6140
N_CPT	19,1490	0,0777
N_EMPR	12,8267	53,2611
PIB_H	19,7763	23,9650

Source : réalisé par nos même à partir des résultats du logiciel SPSS

L'analyse des contributions des variables aux différents facteurs extraits lors de l'ACP permet de mieux comprendre quelle variable influence principalement chaque facteur. Ces contributions traduisent l'importance relative des variables dans la construction des axes factoriels.

Facteur F1 : Ce facteur est principalement influencé par les variables **DAB (24,38 %)**, **EPRG (23,87 %)** et **PIB_H (19,78 %)**. Ces trois variables participent de manière équilibrée à ce facteur, indiquant qu'il capture une dimension commune à ces indicateurs, probablement liée à l'activité économique et financière globale représentée par ces variables. La contribution plus faible de **N_CPT (19,15 %)** et **N_EMPR (12,83 %)** suggère que ces variables jouent un rôle secondaire dans ce facteur.

Facteur F2 : Le facteur F2 est largement dominé par la variable **N_EMPR (53,26 %)**, ce qui montre que ce facteur représente principalement des aspects spécifiques à cette variable. Les contributions plus modérées de **PIB_H (23,97 %)** et **EPRG (13,61 %)** indiquent une certaine corrélation secondaire avec ces variables. Ce facteur pourrait refléter une dimension liée à l'endettement ou à l'emprunt.

3.2.7. Cosinus carrés des variables

Le cosinus carré (\cos^2) mesure la qualité de la représentation d'une variable sur un axe factoriel. Plus la valeur est proche de 1, meilleure est la représentation. Les valeurs en gras indiquent le facteur pour lequel la variable est le mieux représentée.

Tableau 3.9 : Cosinus carrés des variables

Variables	F1	F2
DAB	0,8726	0,0750
EPRG	0,8545	0,1124
N_CPT	0,6855	0,0006
N_EMPR	0,4592	0,4396
PIB_H	0,7079	0,1978

Source : réalisé par nos même à partir des résultats du logiciel SPSS

- DAB est essentiellement expliquée par le facteur F1 (87 %), indiquant que ce facteur résume bien sa variance.
- EPRG suit le même schéma avec 85 % de variance expliquée par F1.
- N_CPT est bien expliquée par F1 (69 %) mais aussi de façon significative par F3 (30 %), montrant une influence double sur cette variable.
- N_EMPR est répartie entre deux facteurs : F1 (46 %) et F2 (44 %), ce qui reflète une complexité plus importante dans sa structure.
- PIB_H est majoritairement expliquée par F1 (71 %), avec une contribution notable de F2 (20 %).

Ces résultats confirment que le premier facteur (F1) représente très bien la plupart des variables (DAB, EPRG, N_CPT, PIB_H), ce qui signifie que ces variables contribuent fortement à la construction de F1 et que leurs positions sur cet axe sont fiables. N_EMPR est partagée entre F1 et F2, indiquant qu'elle contribue aux deux dimensions. Une bonne qualité de représentation assure que les interprétations des facteurs sont robustes.

3.2.8. Matrice de rotation et pourcentage de la variance après rotation Varimax

La rotation Varimax est appliquée pour simplifier la structure des facteurs, en rendant les saturations plus proches de 1 ou de 0, ce qui facilite l'interprétation.

Tableau 3.10 : Matrice de rotation et pourcentage de la variance après rotation Varimax

Facteur	Variabilité (%)	% Cumulé
D1	50,9106	50,9106
D2	37,1926	88,1032
F3	10,4002	98,5034
F4	1,0640	99,5674
F5	0,4326	100,0000

Source : réalisé par nos même à partir des résultats du logiciel SPSS

- **Facteur D1** explique à lui seul près de 50 % de la variance totale des données, ce qui en fait le facteur principal capturant la majeure partie de l'information.
- **Facteur D2** ajoute une contribution importante de 37,19 %, portant la variance cumulée expliquée par les deux premiers facteurs à environ 88,10 %. Cela montre que la majorité de l'information est concentrée sur ces deux premiers axes.
- **Facteur F3** apporte encore 10,40 % à la variance expliquée, permettant de dépasser 98 % de la variance cumulée.
- **Facteurs F4 et F5** expliquent ensemble moins de 2 % de la variance, ce qui indique qu'ils apportent une contribution marginale et peuvent être considérés comme moins importants dans la représentation globale des données.

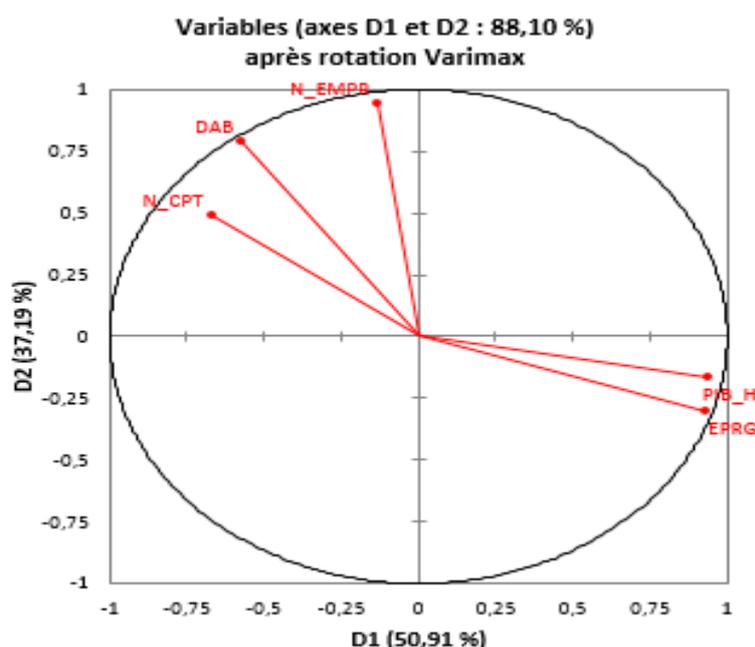
La forte variance expliquée par les deux premiers facteurs (plus de 88 %) justifie leur importance pour une synthèse efficace des données. L'analyse peut donc principalement

s'appuyer sur ces deux dimensions, tandis que les autres facteurs apportent des détails complémentaires.

3.2.9. Graphiques des variables, observations et Biplot après rotation Varimax

Après la phase de calcul et de sélection des facteurs, l'étape suivante, cruciale pour l'interprétation, consiste à visualiser les résultats. Les graphiques qui suivent nous permettent de comprendre concrètement comment les variables se regroupent et comment les observations (nos données annuelles/trimestrielles) se positionnent par rapport à ces nouvelles dimensions. Grâce à la rotation Varimax, ces graphiques sont particulièrement clairs : ils mettent en évidence les relations simplifiées entre les variables et les facteurs, facilitant ainsi leur analyse économique.

➤ **Figure 3.3 : Des variables (axes D1 et D2 : 88,10 %) après rotation Varimax**



Source : Sortie de logiciel SPSS

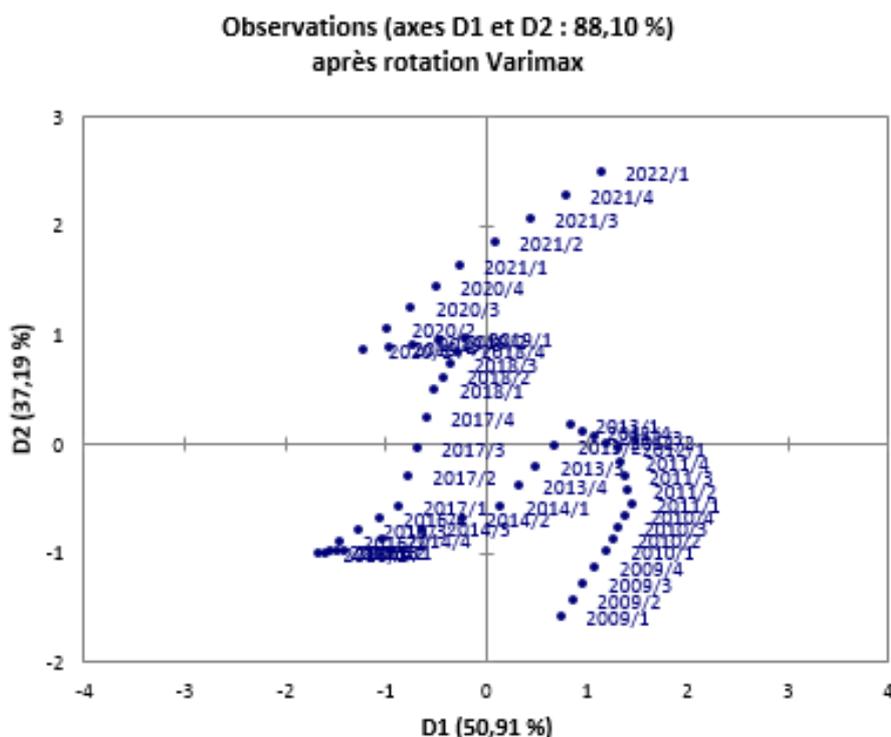
On constate de ce tableau :

Axe D1 (50,91 % - horizontal) : Cet axe est fortement corrélé positivement avec PIB_H et EPRG, qui sont très proches l'un de l'autre sur le côté droit. Ce facteur peut être interprété comme le facteur de la "Richesse Économique et de l'Épargne Nationale". Une valeur élevée sur cet axe indique une économie prospère avec une forte capacité d'épargne.

Axe D2 (37,19 % - vertical) : Cet axe est fortement corrélé positivement avec N_EMPP, DAB et N_CPT, qui sont regroupées dans la partie supérieure gauche. Ce facteur peut être interprété comme le facteur de l'"Inclusion Financière et de l'Accès aux Services Bancaires". Une valeur élevée sur cet axe indique une forte diffusion et utilisation des services financiers de base (comptes, DAB, crédit).

La rotation Varimax a donc réussi à séparer clairement les variables en deux groupes distincts, facilitant l'interprétation économique : l'un représentant la macroéconomie et l'autre l'inclusion financière.

➤ **Graphique 3.4 : Des Observations (axes D1 et D2 : 88,10 %) après rotation Varimax**



Source : Sortie de logiciel SPSS

Ce graphique montre la projection des observations (années/trimestres) sur le nouveau plan factoriel.

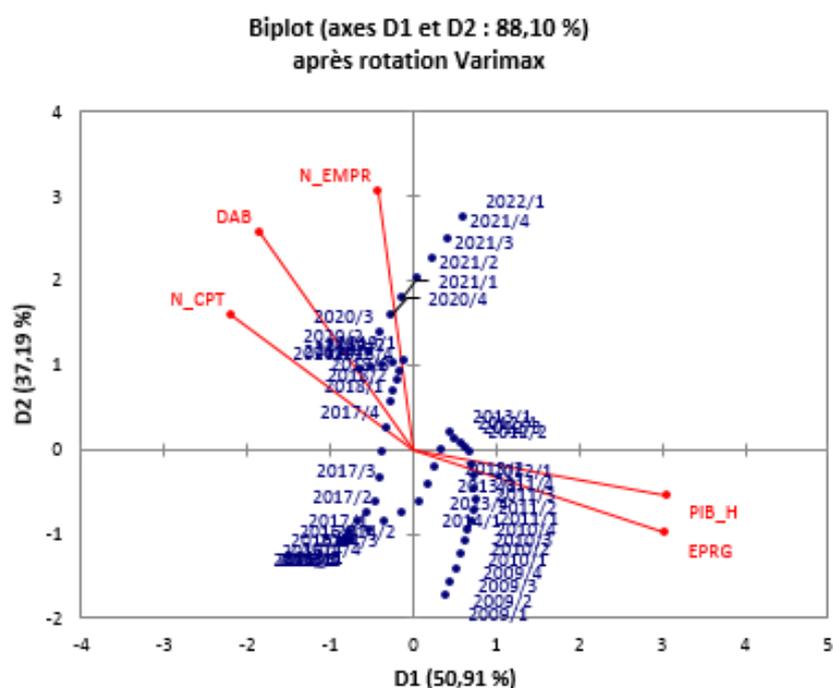
- ❖ **Dynamique Temporelle** : On observe une trajectoire claire des observations. Les années antérieures (par exemple, 2009/1 à 2014/1) sont majoritairement situées dans le quadrant inférieur droit, caractérisées par des valeurs positives sur D1 (Richesse Économique et Épargne) et négatives sur D2 (Inclusion Financière). Cela suggère une période où l'Algérie connaissait potentiellement une forte croissance économique et une épargne significative, mais peut-être une inclusion financière moins développée.
- ❖ **Évolution vers l'inclusion financière** : Progressivement, les observations se déplacent vers la gauche et vers le haut, en particulier les années plus récentes (par exemple, 2021/1 à 2022/1). Elles sont situées dans le quadrant supérieur gauche, associées à des valeurs positives sur D2 (Inclusion Financière) et négatives sur D1 (Richesse Économique et Épargne). Cela pourrait indiquer que les efforts ou les tendances vers une plus grande inclusion financière (augmentation des DAB, des comptes, des emprunteurs) ont été plus marqués dans les périodes récentes,

potentiellement avec une dynamique économique différente, voire un ralentissement par rapport aux périodes précédentes de forte croissance.

➤ **Biplot (axes D1 et D2 : 88,10 %) après rotation Varimax**

Le biplot combine les variables et les observations, offrant une vue synthétique des relations.

Figure 3.5 : Biplot (axes D1 et D2 : 88,10 %) après rotation Varimax



Source : Sortie de logiciel SPSS

Les observations des années 2017 à 2021 environ sont très proches des vecteurs PIB_H et EPRG. Cela confirme que ces années étaient caractérisées par des niveaux élevés de PIB par habitant et d'épargne brute. Économiquement, cela pourrait correspondre à une période de relative stabilité économique et de croissance, peut-être due à des prix élevés des hydrocarbures, permettant une accumulation de richesse et d'épargne.

Les observations des années 2014 à 2016 sont alignées avec les vecteurs N_EMPR, DAB et N_CPT. Cela suggère que ces périodes sont marquées par une expansion de l'inclusion financière : plus de distributeurs, plus de détenteurs de comptes, et plus d'emprunteurs. Cela pourrait refléter des politiques nationales visant à bancariser la population et à faciliter l'accès au crédit. Cependant, le positionnement sur l'axe négatif de D1 pour ces périodes récentes pourrait impliquer que cette expansion de l'inclusion financière ne s'est pas nécessairement accompagnée d'une croissance économique robuste en termes de PIB par habitant et d'épargne brute, ou que d'autres facteurs macroéconomiques ont limité cette croissance.

Période de Transition : Les années intermédiaires (2015-2019) semblent représenter une période de transition, avec des observations se déplaçant progressivement d'un cluster à l'autre.

3.3. Synthèse des résultats

Cette ACP a révélé deux dimensions principales expliquant la variabilité des données sur l'inclusion financière et le PIB par habitant en Algérie, expliquant collectivement 88,10% de la variance totale :

Facteur 1 (D1) : "Richesse Économique et Épargne Nationale" (50,91% de la variance) : Ce facteur est fortement représenté par le PIB par habitant et l'épargne brute. Il capture la performance macroéconomique et la capacité d'accumulation de richesse du pays.

Facteur 2 (D2) : "Inclusion Financière et Accès aux Services Bancaires" (37,19% de la variance) : Ce facteur est fortement lié au nombre de distributeurs automatiques de billets, au nombre de détenteurs de comptes bancaires et au nombre d'emprunteurs. Il représente l'accessibilité et l'utilisation des services financiers formels par la population.

L'analyse des observations projetées sur le plan factoriel met en évidence une dynamique temporelle significative. Les années antérieures de la période étudiée (2009-2014) semblent avoir été caractérisées par une "Richesse Économique et Épargne Nationale" plus prononcée, tandis que les années plus récentes (2020-2022) sont davantage marquées par une expansion de l'"Inclusion Financière et de l'Accès aux Services Bancaires".

3.3.1. Implications Économiques :

Cette divergence suggère que le lien entre la croissance économique (mesurée par le pib/h et l'eprg) et l'inclusion financière n'est pas simple et direct sur la période observée. Il est possible que :

- **Phases de développement distinctes** : l'Algérie ait connu différentes étapes de développement, avec des priorités ou dynamiques économiques changeantes. Une phase plus ancienne aurait pu privilégier la croissance économique générale, tandis qu'une phase plus récente s'est davantage focalisée sur l'élargissement des services financiers.
- **Défis de l'inclusion financière** : l'accroissement de l'inclusion financière ces dernières années, bien que bénéfique pour l'accès, n'a peut-être pas entraîné une hausse proportionnelle du pib par habitant ou de l'épargne brute. Ceci pourrait découler de divers éléments, comme des chocs externes (par exemple, la pandémie de covid-19, variations des prix des hydrocarbures), des problèmes structurels de l'économie, ou le temps nécessaire pour que les avantages macroéconomiques de l'inclusion financière se concrétisent.

- **Politiques publiques** : les actions gouvernementales ont pu activement encourager l'inclusion financière durant les périodes récentes, sans lien direct avec la performance économique globale, ou en réponse à des besoins sociaux ou des buts de développement particuliers.

L'ACP montre que le développement économique et l'inclusion financière en Algérie sont deux aspects distincts mais liés, avec une évolution où la tendance principale semble avoir glissé de la "richesse économique" vers l'"inclusion financière" au fil du temps. Une étude plus poussée de ces périodes, en incluant des éléments de contexte (politiques, événements économiques mondiaux), serait indispensable pour saisir pleinement les causes et les conséquences de cette dynamique.

Conclusion Générale

Notre étude a eu pour objectif central de comprendre en profondeur comment l'inclusion financière influence la croissance économique en Algérie, sur la période de 2009 à 2022. La question clé qui nous a guidés était double : d'abord, quel est l'impact général de l'inclusion financière, et ensuite, comment chaque élément de cette inclusion contribue-t-il spécifiquement à la dynamique de la croissance économique du pays ? Il est crucial de saisir cette relation car l'inclusion financière est de plus en plus vue comme un levier essentiel pour un développement économique équilibré et durable, surtout dans un contexte où l'Algérie cherche à diversifier son économie et à réduire sa dépendance aux hydrocarbures.

Pour analyser cette question complexe qui implique plusieurs indicateurs économiques et financiers, nous avons choisi d'utiliser l'**Analyse en Composantes Principales (ACP)**. Cette méthode statistique puissante nous a permis de simplifier un grand nombre de données en les transformant en quelques dimensions clés, ou "facteurs". Nous avons ainsi pu identifier les structures cachées dans nos variables : le PIB par habitant, l'épargne brute, le nombre de détenteurs de comptes bancaires, le nombre d'emprunteurs et le nombre de distributeurs automatiques de billets. L'ACP, surtout avec la rotation Varimax, est idéale pour rendre ces relations claires et faciles à interpréter.

Les résultats de notre analyse sont très parlants. Nous avons découvert **deux facteurs principaux**, qui expliquent ensemble plus de 88% des variations observées dans les données. Cela signifie que ces deux facteurs résument presque toute l'information essentielle. Le **premier facteur (D1)**, que nous avons appelé "Richesse Économique et Épargne Nationale", est fortement lié au PIB par habitant et à l'épargne brute. Il représente la santé économique globale du pays, sa capacité à générer de la richesse et à accumuler des ressources financières. Le **deuxième facteur (D2)**, que nous avons nommé "Inclusion Financière et Accès aux Services Bancaires", est étroitement associé au nombre d'emprunteurs, au nombre de distributeurs automatiques de billets et au nombre de détenteurs de comptes bancaires. Ce facteur mesure donc à quel point les services financiers sont accessibles et utilisés par la population.

En observant comment les différentes années se placent par rapport à ces deux facteurs, nous avons remarqué une **évolution claire dans le temps**. Les premières années de la période étudiée (entre 2009 et 2014) affichaient des scores élevés sur le facteur "Richesse Économique et Épargne", suggérant une période de forte performance économique, peut-être grâce à des revenus pétroliers élevés. Par contre, les années plus récentes (en particulier 2020-2022) se caractérisent par des scores élevés sur le facteur "Inclusion Financière et Accès aux Services Bancaires". Cela indique que l'accès et l'utilisation des services financiers se sont considérablement améliorés pendant cette période, même si la performance économique globale n'a pas toujours suivi la même trajectoire ascendante. Cette observation montre que l'inclusion financière a bien progressé, mais que son impact sur la croissance économique est complexe et peut ne pas être immédiat ou direct. Cela confirme notre idée que les différents

aspects de l'inclusion financière ont des contributions distinctes et que la relation n'est pas simplement linéaire.

Recommandations

À la lumière de ces découvertes, nous proposons plusieurs recommandations concrètes aux décideurs algériens, afin de maximiser les bénéfices de l'inclusion financière pour la croissance économique :

- Aligner les politiques :

Il est essentiel que les stratégies visant à développer l'inclusion financière soient étroitement liées aux objectifs économiques nationaux. Il ne suffit pas d'offrir plus de services financiers ; il faut s'assurer que ces services contribuent directement à des investissements productifs, à la création d'emplois et à la diversification de l'économie. Cette cohérence garantira que l'inclusion financière devienne un véritable moteur de développement durable.

- Faciliter l'accès au crédit pour l'activité économique :

Puisque le nombre d'emprunteurs est un indicateur clé de l'inclusion, il est vital de simplifier et de rendre plus accessible le crédit pour les petites et moyennes entreprises (PME), les jeunes entrepreneurs et les startups. Cela peut passer par des garanties de prêt, des fonds de microcrédit ou des plateformes de financement innovantes, permettant ainsi aux nouvelles activités de se développer et de créer de la richesse.

- Éduquer la population sur la finance :

Pour que les nouveaux comptes bancaires et les services financiers soient pleinement utilisés, il est crucial de mettre en place des programmes d'éducation financière à l'échelle nationale. Ces programmes devraient expliquer simplement comment gérer son argent, épargner, investir et comprendre les produits financiers. Mieux informés, les citoyens utiliseront les services financiers de manière plus efficace, ce qui bénéficiera à toute l'économie.

- Développer les infrastructures numériques :

Au-delà des distributeurs automatiques de billets, il faut investir massivement dans les technologies de la finance numérique (FinTech), comme le paiement mobile et les services bancaires en ligne. Ces outils permettent d'atteindre les populations vivant dans des zones éloignées, de réduire les coûts des transactions et d'offrir des services plus pratiques, rendant l'inclusion financière plus profonde et plus efficace.

- Adapter les offres financières :

Les banques et institutions financières doivent créer des produits et services spécifiquement conçus pour les besoins des personnes à faibles revenus, des agriculteurs ou des petites entreprises informelles. Des produits d'épargne flexibles, des micro-assurances ou des solutions de financement participatif pourraient encourager davantage de personnes à intégrer le système financier formel.

- Mettre à jour la réglementation :

Pour soutenir l'innovation financière et l'expansion de la FinTech, il est nécessaire d'avoir un cadre réglementaire souple mais protecteur. Ce cadre doit trouver un équilibre entre l'encouragement à l'innovation, la protection des consommateurs contre les risques et la garantie de la stabilité de l'ensemble du système financier.

Perspectives de recherche

Cette étude, bien qu'ayant apporté des éclaircissements importants sur la relation entre l'inclusion financière et la croissance économique en Algérie, ouvre la voie à de nombreuses pistes de recherche futures. Il serait intéressant d'explorer des analyses plus pointues, par exemple en utilisant des modèles qui permettraient de détecter les relations de cause à effet sur le long terme. Une étude pourrait se concentrer sur l'impact de types spécifiques de services financiers numériques, comme le mobile banking, ou analyser les disparités d'inclusion financière entre les différentes régions de l'Algérie. Des recherches qualitatives, basées sur des entretiens ou des enquêtes auprès des utilisateurs et non-utilisateurs, pourraient également offrir des informations précieuses sur les raisons profondes des comportements financiers. Enfin, l'intégration de données sur des événements macroéconomiques spécifiques ou des changements de politiques pourrait affiner la compréhension des dynamiques observées.

Bibliographie

Ouvrages et articles

- Acemoglu, D., Johnson, S., & Robinson, J. A. (2005). Institutions as a fundamental cause of long-run growth. *Handbook of Economic Growth*, 1, 385-472.
- Andrianaivo, M., & Kpodar, K. (2012). Mobile phone use, transaction costs, and price dispersion: Evidence from Madagascar. *Review of Economics and Statistics*, 93(4), 1579-1585.
- Banerjee, A., Duflo, E., Glennerster, R., & Kinnan, C. (2015). The miracle of microfinance? Evidence from a randomized evaluation. *American Economic Journal: Applied Economics*, 7(1), 22-53.
- Beck, T., Demirgüç-Kunt, A., & Levine, R. (2007). Finance, inequality and the poor. *Journal of Economic Growth*, 12(1), 27-49.
- Bencivenga, V. R., & Smith, B. D. (1991). Financial intermediation and endogenous growth. *The Review of Economic Studies*, 58(2), 195-209.
- Bruhn, M., & Love, I. (2014). The real impact of improved access to finance: Evidence from Mexico. *The Journal of Finance*, 69(3), 1347-1376.
- Burgess, R., & Pande, R. (2005). Do rural banks matter? Evidence from the Indian social banking experiment. *American Economic Review*, 95(3), 780-795.
- Cámara, N., & Tuesta, D. (2014). Measuring financial inclusion: A multidimensional index. BBVA Research Working Paper, 14/26.
- Demirgüç-Kunt, A., & Levine, R. (2009). Finance and inequality: Theory and evidence. *Annual Review of Financial Economics*, 1(1), 287-318.
- Demirgüç-Kunt, A., Klapper, L., Singer, D., Ansar, S., & Hess, J. (2017). *The Global Findex Database 2017: Measuring Financial Inclusion and the Fintech Revolution*. Washington, DC: World Bank.
- Diamond, D. W. (1984). Financial intermediation and delegated monitoring. *The Review of Economic Studies*, 51(3), 393-414.
- Gurley, J. G., & Shaw, E. S. (1960). *Money in a Theory of Finance*. Washington, DC: Brookings Institution.
- Han, R., & Melecky, M. (2013). Financial inclusion for financial stability: Access to bank deposits and the growth of deposits in the global financial crisis. *World Bank Policy Research Working Paper*, 6577.
- King, R. G., & Levine, R. (1993). Finance and growth: Schumpeter might be right. *The Quarterly Journal of Economics*, 108(3), 717-737.
- Levine, R. (2005). Finance and growth: theory and evidence. *Handbook of Economic Growth*, 1, 865-934.
- Lucas Jr, R. E. (1988). On the mechanics of economic development. *Journal of Monetary Economics*, 22(1), 3-42.
- McKinnon, R. I. (1973). *Money and Capital in Economic Development*. Washington, DC: Brookings Institution.
- North, D. C. (1990). *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Romer, P. M. (1986). Increasing returns and long-run growth. *Journal of Political Economy*, 94(5), 1002-1037.
- Sarma, M. (2008). Index of financial inclusion. *Indian Council for Research on International Economic Relations Working Paper*, 215.
- Servet, J. M. (2015). *La vraie révolution du microcrédit*. Paris: Odile Jacob.

- Shaw, E. S. (1973). *Financial Deeping in Economic Development*. New York: Oxford University Press.
- Sharma, D. (2016). Nexus between financial inclusion and economic growth: Evidence from the emerging Indian economy. *Journal of Financial Economic Policy*, 8(1), 13-36.
- Banque d'Algérie (2022). *Rapport annuel sur l'évolution économique et monétaire en Algérie*.
- Banque Mondiale (2018). *Financial Inclusion*. Washington, DC: World Bank Group.
- Banque Mondiale (2022). *Global Findex Database*.
- FMI (Fonds Monétaire International). *Statistiques financières internationales*.
- Global Partnership for Financial Inclusion (GPII) (2016). *G20 High-Level Principles for Digital Financial Inclusion*.
- Ministère des Finances, Algérie. *Rapports budgétaires et statistiques financières*.
- Office National des Statistiques (ONS), Algérie. *Statistiques économiques et démographiques*.
- Demirgüç-Kunt, A., et al. (2018). "Financial inclusion and economic development in developing countries". *Journal of Development Economics*.
- *Revue des Sciences Économiques et de Gestion - L'inclusion financière : un levier au service d'une croissance économique inclusive en Algérie*. ASJP (Algerian Scientific Journal Platform).
- Algérie (2019). "Loi n°19-14 du 11 décembre 2019 portant loi de finances pour 2020"
- Loi n°18-05 sur le commerce électronique (2018)
- Banque d'Algérie (2021). *Rapport annuel 2021*
- Banque d'Algérie (2024). *Rapport annuel 2023*
- Banque d'Algérie (2018). *Instruction n°03-2018 - Procédures KYC*.
- Ministère de l'Énergie (2023). *Rapport sur la production d'hydrocarbures*.
- Ministère des Finances (2019). *Rapport sur le projet de loi de finances 2019*
- Ministère de la Poste et des Télécommunications (2023). *Rapport Poste 2023*

Sites Internet consultés

- <https://www.banquemondiale.org/fr/topic/financialinclusion/overview>
- <https://asjp.cerist.dz/en/article/149508>
- https://afi-global.org/wp-content/uploads/2024/10/AFI_PM_Core-Set_French_AW_digital.pdf
- <https://ijarims.org/wp-content/uploads/2023/08/11.pdf>
- <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/2017/02/16/le-partenariat-global-pour-l-inclusion-financiere-gpfi>
- <https://finca.org/fr-ca/quest-ce-que-l'exclusion-financiere>
- <https://openknowledge.worldbank.org/server/api/core/bitstreams/e38d92e2-ce89-5e9a-9534-944e6b697dff/content>
- <https://wikimemoires.net/2014/01/lintermediation-financiere-rentabilite/>
- <https://www.mcourts.net/cours/memoires/ahm3clic153.pdf>
- <https://www.studocu.com/fr/document/universite-paris-dauphine/financement-du-developpement/chapitre-2-les-approches-theoriques-de-la-liberalisation-financiere/6829628>
- <http://ressources.auneg.fr/>
- <https://pascal-rigaud.fr/wp-content/uploads/2020/04/coucc82ts-transactions-devoir.pdf>
- <https://donnees-ofe.com/>

- <https://openknowledge.worldbank.org/server/api/core/bitstreams/82bd7c4b-41db-506d-8227-3ce1819f7235/content>
- <https://www.afi-global.org/>
- <https://www.worldbank.org>
- <https://finca.org/>
- <https://www.tresor.economie.gouv.fr/>
- <https://www.imf.org>
- <https://www.vie-publique.fr>
- www.ons.dz
- www.bank-of-algeria.dz
- <https://data.worldbank.org>
- <https://asjp.cerist.dz/en/article/141069>
- <https://www.imf.org/en/Countries/DZA>
- <https://donnees.banquemondiale.org/>
- <https://fr.tradingeconomics.com/>
- <https://algeriemaintenant.com/>
- <https://www.aps.dz/>
- <https://countrymeters.info.com/>
- <https://fr.statista.com/>
- <https://elwatan-dz.com>
- <https://www.mf.gov.dz>
- <https://www.interieur.gov.dz>
- <https://aapi.dz>
- <https://giemonetique.dz>
- <https://www.mpt.gov.dz>
- <https://www.satim.dz/index.php/fr/actualites/interoperabilite>

Annexes

Base de données brutes

Années	Le PIB par habitant, PPA	Épargne intérieure brute (% du PIB)	Nombre de détenteurs de comptes bancaire	Nombre d'emprunteurs	Nombre de DAB des banques
2009	12768,99	46,3	7 553 090	488 755	742
2010	13141,12	48,45	8 073 578	509 135	868
2011	13543,6	48,16	8 310 824	517 004	996
2012	13347,36	47,53	9 003 554	616 629	1 050
2013	13104,74	46,21	9 931 232	635 319	1 155
2014	13058,12	44,11	10 330 155	456 208	1 227
2015	12071,81	37,43	11 184 409	470 092	1 286
2016	11685,45	36,6	10 779 370	498 947	1 341
2017	11809,48	38,49	9 125 505	592 592	1 387
2018	12007,77	40,73	10 746 067	738 272	1 421
2019	12120,41	38,31	10 036 193	878 629	1 386
2020	11452,23	33,43	10 127 728	891 063	1 564
2021	12170,19	38,2	10 680 278	905 949	1 665
2022	13226,79	44,95	11 061 678	899 741	1 755

Base de données transformée (trimestrialisation)

Trimestres	DAB	EPRG	N_CPT	N_EMPR	PIB_H
2009Q1	742	46,3	7 553 090	488 755	12 769
2009Q2	773,5	46,83	7 683 212	493 850	12 862
2009Q3	805	47,37	7 813 334	498 945	12 955
2009Q4	836,5	47,91	7 943 456	504 040	13 048
2010Q1	868	48,45	8 073 578	509 135	13 141
2010Q2	900	48,38	8 132 890	511 102	13 242
2010Q3	932	48,3	8 192 201	513 070	13 342
2010Q4	964	48,23	8 251 513	515 037	13 443
2011Q1	996	48,16	8 310 824	517 004	13 544
2011Q2	1009,5	48	8 484 007	541 910	13 495
2011Q3	1023	47,84	8 657 189	566 817	13 445
2011Q4	1036,5	47,69	8 830 372	591 723	13 396
2012Q1	1050	47,53	9 003 554	616 629	13 347
2012Q2	1076,25	47,2	9 235 474	621 302	13 287
2012Q3	1102,5	46,87	9 467 393	625 974	13 226
2012Q4	1128,75	46,54	9 699 313	630 647	13 165
2013Q1	1155	46,21	9 931 232	635 319	13 105

2013Q2	1173	45,68	10 030 963	590 541	13 093
2013Q3	1191	45,16	10 130 694	545 764	13 081
2013Q4	1209	44,63	10 230 424	500 986	13 070
2014Q1	1227	44,11	10 330 155	456 208	13 058
2014Q2	1241,75	42,44	10 543 719	459 679	12 812
2014Q3	1256,5	40,77	10 757 282	463 150	12 565
2014Q4	1271,25	39,1	10 970 846	466 621	12 318
2015Q1	1286	37,43	11 184 409	470 092	12 072
2015Q2	1299,75	37,22	11 083 149	477 306	11 975
2015Q3	1313,5	37,01	10 981 890	484 520	11 879
2015Q4	1327,25	36,81	10 880 630	491 733	11 782
2016Q1	1341	36,6	10 779 370	498 947	11 685
2016Q2	1352,5	37,07	10 365 904	522 358	11 716
2016Q3	1364	37,54	9 952 438	545 770	11 747
2016Q4	1375,5	38,01	9 538 971	569 181	11 778
2017Q1	1387	38,49	9 125 505	592 592	11 809
2017Q2	1395,5	39,05	9 530 646	629 012	11 859
2017Q3	1404	39,61	9 935 786	665 432	11 909
2017Q4	1412,5	40,17	10 340 927	701 852	11 958
2018Q1	1421	40,73	10 746 067	738 272	12 008
2018Q2	1412,25	40,12	10 568 599	773 361	12 036
2018Q3	1403,5	39,52	10 391 130	808 451	12 064
2018Q4	1394,75	38,91	10 213 662	843 540	12 092
2019Q1	1386	38,31	10 036 193	878 629	12 120
2019Q2	1430,5	37,09	10 059 077	881 738	11 953
2019Q3	1475	35,87	10 081 961	884 846	11 786
2019Q4	1519,5	34,65	10 104 844	887 955	11 619
2020Q1	1564	33,43	10 127 728	891 063	11 452
2020Q2	1589,25	34,62	10 265 866	894 785	11 632
2020Q3	1614,5	35,81	10 404 003	898 506	11 811
2020Q4	1639,75	37,01	10 542 141	902 228	11 991
2021Q1	1665	38,2	10 680 278	905 949	12 170
2021Q2	1687,5	39,89	10 775 628	904 397	12 434
2021Q3	1710	41,58	10 870 978	902 845	12 698
2021Q4	1732,5	43,26	10 966 328	901 293	12 963
2022Q1	1755	44,95	11 061 678	899 741	13 227

Statistiques descriptives

Variable	Minimum	Maximum	Moyenne	Écart-type
DAB	742,00	1 755,00	1 275,97	263,28
EPRG	33,43	48,45	41,86	4,72
N_CPT	7 553 090,00	11 184 409,00	9 808 537,75	1 038 882,98
N_EMPR	456 208,00	905 949,00	647 369,85	166 187,44
PIB_H	11 452,00	13 544,00	12 510,08	657,15

La matrice des Corrélations

Variables	DAB	EPRG	N_CPT	N_EMPR	PIB_H
DAB	1	-0.7487	0.8233	0.7557	-0.6228
EPRG	-0.7487	1	-0.6946	-0.4485	0.9583
N_CPT	0.8233	-0.6946	1	0.3867	-0.5498
N_EMPR	0.7557	-0.4485	0.3867	1	-0.3654
PIB_H	-0.6228	0.9583	-0.5498	-0.3654	1

Test de Sphéricité de Bartlett

Indicateur	Valeur
Khi ² (Valeur)	313,7254
Degrés de liberté (DDL)	10
p-value	< 0,0001
Seuil de signification (α)	0,05

Variable	KMO Individuel
DAB	0,6425
EPRG	0,6719
N_CPT	0,5920
N_EMPR	0,5039
PIB_H	0,6271
KMO Global	0,6161

Mesure de précision de l'échantillonnage de Kaiser-Meyer-Olkin (KMO)

Facteur	Valeur Propre	Variabilité (%)	% Cumulé
F1	3,5797	71,5945	71,5945
F2	0,8254	16,5087	88,1032
F3	0,5200	10,4002	98,5034
F4	0,0532	1,0640	99,5674
F5	0,0216	0,4326	100,0000

Valeurs propres (Eigenvalues) et variabilité expliquée

Corrélations entre les variables et les facteurs (Saturation)

Variables	F1	F2	F3	F4	F5
DAB	-0,9342	0,2738	0,1381	0,1823	0,0094

EPRG	0,9244	0,3352	0,1427	0,0127	0,1123
N_CPT	-0,8279	-0,0253	0,5499	-0,1056	0,0190
N_EMPR	-0,6776	0,6631	-0,3044	-0,0925	0,0022
PIB_H	0,8414	0,4448	0,2925	0,0101	-0,0926

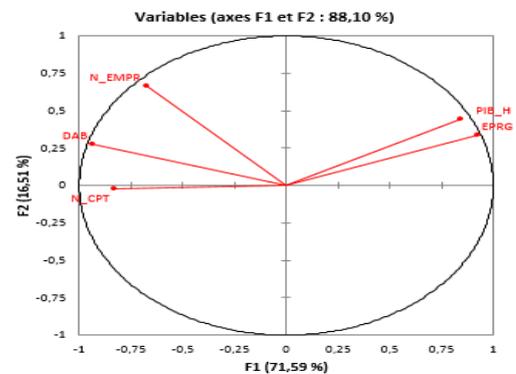
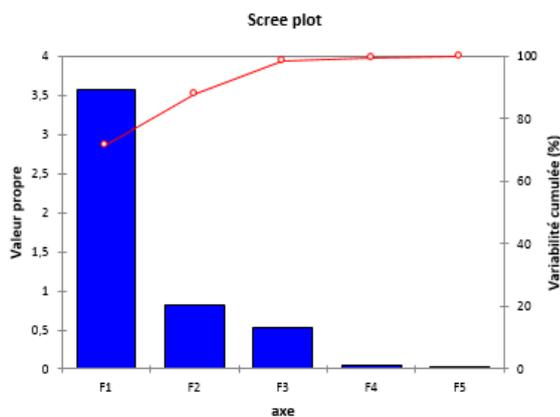
Contributions des variables (%)

Variables	F1 (%)	F2 (%)	F3 (%)	F4 (%)	F5 (%)
DAB	24,3773	9,0823	3,6675	62,4659	0,4070
EPRG	23,8706	13,6140	3,9140	0,3019	58,2995
N_CPT	19,1490	0,0777	58,1452	20,9676	1,6604
N_EMPR	12,8267	53,2611	17,8166	16,0740	0,0217
PIB_H	19,7763	23,9650	16,4567	0,1905	39,6114

Cosinus carrés des variables

Variables	F1	F2	F3	F4	F5
DAB	0,8726	0,0750	0,0191	0,0332	0,0001
EPRG	0,8545	0,1124	0,0204	0,0002	0,0126
N_CPT	0,6855	0,0006	0,3024	0,0112	0,0004
N_EMPR	0,4592	0,4396	0,0926	0,0086	0,0000
PIB_H	0,7079	0,1978	0,0856	0,0001	0,0086

Facteur	Variabilité (%)	% Cumulé
D1	50,9106	50,9106
D2	37,1926	88,1032
F3	10,4002	98,5034
F4	1,0640	99,5674
F5	0,4326	100,0000

Matrice de rotation et pourcentage de la variance après rotation Varimax**Les graphes des séries**

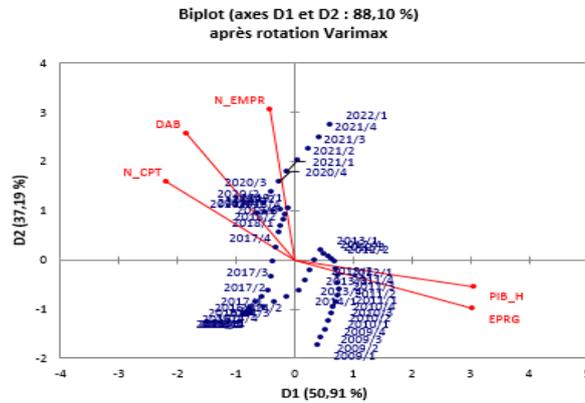
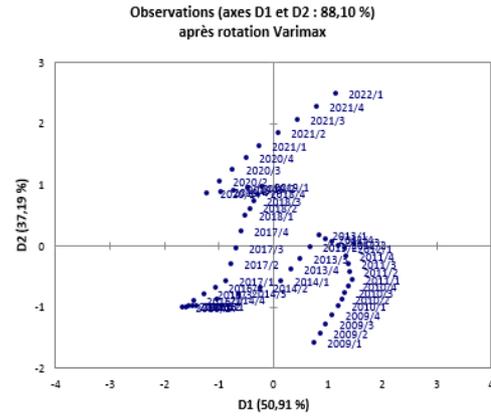
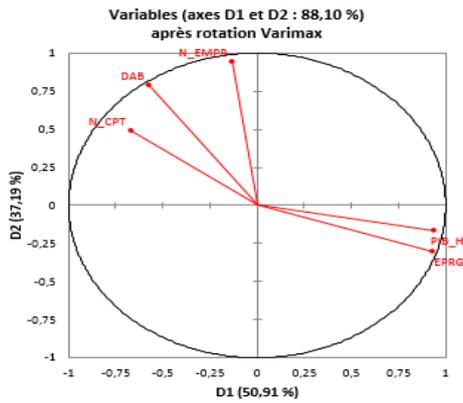
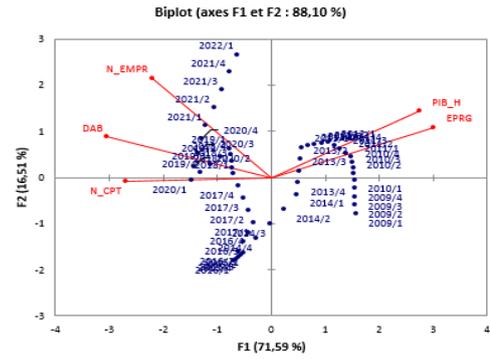
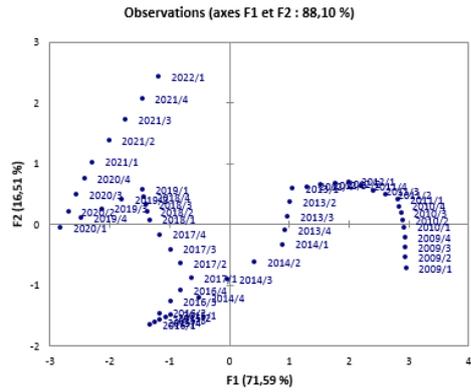


Table des matières

Remerciements

Dédicaces

Sommaire

Liste des abréviations et acronymes

Liste des figures et tableaux

Introduction générale01

Problématique de recherche01

Hypothèses de l'étude02

Objectifs de l'étude02

Structure du mémoire02

Chapitre 01 Cadre conceptuel et théorique de l'inclusion financière et de la croissance économique01

1.1. Définitions et concepts clés de l'inclusion financière03

1.1.1. Définition de l'inclusion financière03

1.1.2. Exclusion financière et ses déterminants03

1.1.3. Dimensions de l'inclusion financière.....04

1.2. Théories économiques reliant l'inclusion financière à la croissance04

1.2.1. Théorie de l'intermédiation financière.....04

1.2.2. Théorie de la croissance endogène04

1.2.3. Théorie de la libéralisation financière05

1.2.4. Approche institutionnelle et théorie des coûts de transaction05

1.3. Mesures et indicateurs de l'inclusion financière.....05

1.3.1. Indicateurs d'accès aux services financiers06

1.3.2. Indicateurs d'utilisation des services financiers06

1.3.3. Indices composites d'inclusion financière07

1.3.4. Indicateurs technologiques de l'inclusion financière.....07

1.4. Revue des études empiriques sur la relation entre inclusion financière et croissance économique07

1.4.1. Études macroéconomiques globales.....07

1.4.2. Études régionales et spécifiques aux pays en développement08

1.4.3. Canaux de transmission identifiés empiriquement.....08

1.4.4. Limites et défis méthodologiques08

Conclusion du chapitre.....	09
Chapitre 02 Contexte socio-économique et état de l'inclusion financière en Algérie.....	10
2.1. Aperçu du paysage économique algérien (2010-2025).....	10
2.1.1. Structure et évolution du PIB algérien.....	10
2.1.2. Secteurs économiques et tentatives de diversification.....	12
2.1.3. Indicateurs socio-économiques et développement humain.....	12
2.1.4. Politiques économiques et réformes structurelles.....	13
2.2. Structure et évolution du système financier algérien.....	14
2.2.1. Architecture du système bancaire et financier.....	14
2.2.2. Indicateurs de développement financier.....	15
2.2.3. Réformes et évolution du cadre réglementaire.....	17
2.3. État des lieux de l'inclusion financière en Algérie.....	18
2.3.1. Accès aux services financiers formels.....	18
2.3.2. Utilisation des services financiers.....	20
2.3.3. Qualité et pertinence des services financiers.....	20
2.3.4. Barrières à l'inclusion financière.....	21
2.4. Cadre réglementaire et politique de l'inclusion financière en Algérie.....	22
2.4.1. Stratégie nationale d'inclusion financière.....	22
2.4.2. Initiatives réglementaires en faveur de l'inclusion financière.....	23
2.4.3. Programmes et initiatives spécifiques.....	23
Conclusion du chapitre 02.....	25
Chapitre 03 Analyse de l'impact de l'inclusion financière sur la croissance économique : une approche par l'Analyse en Composantes Principales.....	26
3.1. Cadre méthodologique et choix des variables.....	26
3.1.1. Choix et définition des variables.....	26
3.1.2. Sources et description des données.....	28
3.2. Analyse et interprétation des résultats de l'ACP.....	29
3.2.1. Matrice de Corrélation (Pearson).....	30
3.2.2. Test de sphéricité de Bartlett.....	31
3.2.3. Mesure de précision de l'échantillonnage de Kaiser-Meyer-Olkin (KMO).....	31
3.2.4. Valeurs propres (Eigenvalues) et variabilité expliquée.....	32
3.2.5. Corrélations entre les variables et les facteurs (Saturation).....	33

3.2.6. Contributions des variables (%)	35
3.2.7. Cosinus carrés des variables.....	36
3.2.8. Matrice de rotation et pourcentage de la variance après rotation Varimax	36
3.2.9. Graphiques des variables, observations et Biplot après rotation Varimax	37
3.3. Synthèse des résultats.....	40
3.3.1. Implications Économiques	41
Conclusion Générale	42

Bibliographie

Annexes

Tables des matières

Résumé : Ce mémoire explore l'impact de l'inclusion financière sur la croissance économique en Algérie, sur la période de 2009 à 2022. Face à la complexité de cette relation et à la nécessité de comprendre comment les divers indicateurs d'inclusion financière contribuent à la dynamique de croissance, l'étude a adopté une approche quantitative basée sur l'Analyse en Composantes Principales (ACP). Cette méthode a permis de réduire la dimensionnalité de cinq variables clés (PIB par habitant, épargne brute, nombre de détenteurs de comptes bancaires, nombre d'emprunteurs, et nombre de distributeurs automatiques de billets) en deux facteurs principaux. Les résultats révèlent l'existence d'un facteur de "Richesse Économique et Épargne Nationale" et d'un facteur d'"Inclusion Financière et Accès aux Services Bancaires". L'analyse temporelle montre une évolution significative : les premières années de la période (2009-2014) se caractérisaient par une prédominance de la richesse économique, tandis que les années plus récentes (2020-2022) ont vu une nette progression de l'inclusion financière. Cette dynamique suggère que, bien que l'inclusion financière ait progressé, son impact sur la croissance économique a été nuancé par les défis structurels et les chocs externes. Le mémoire formule des recommandations concrètes pour renforcer la synergie entre les politiques d'inclusion financière et les objectifs de croissance économique en Algérie, en insistant sur l'accès au crédit, la littératie financière et la digitalisation des services.

Mots clés : Inclusion financière, Croissance économique, Analyse en Composantes Principales (ACP), Algérie, PIB par habitant, Épargne, Services bancaires.

Abstract: This thesis explores the impact of financial inclusion on economic growth in Algeria over the period 2009-2022. Faced with the complexity of this relationship and the need to understand how various financial inclusion indicators contribute to growth dynamics, the study adopted a quantitative approach based on Principal Component Analysis (PCA). This method allowed for the reduction of five key variables (GDP per capita, gross savings, number of bank account holders, number of borrowers, and number of automated teller machines) into two main factors. The results reveal the existence of an "Economic Wealth and National Savings" factor and a "Financial Inclusion and Access to Banking Services" factor. Temporal analysis shows a significant evolution: the early years of the period (2009-2014) were characterized by a predominance of economic wealth, while more recent years (2020-2022) saw a clear progression in financial inclusion. This dynamic suggests that, although financial inclusion has advanced, its impact on economic growth has been nuanced by structural challenges and external shocks. The thesis formulates concrete recommendations to strengthen the synergy between financial inclusion policies and economic growth objectives in Algeria, emphasizing credit access, financial literacy, and the digitalization of services.

Keywords: Financial Inclusion, Economic Growth, Principal Component Analysis (PCA), Algeria, GDP per capita, Savings, Banking Services.

ملخص: النمو على المالي الشمول تأثير الأربعة هذه تستكشف

النمو الاقتصادي في الجزائر، خلال الفترة من 2009 إلى 2022. ونظرًا لتعقيد هذه العلاقة والحاجة إلى فهم كيفية مساهمة مؤشرات الشمول المالي المختلفة في ديناميكيات النمو، اعتمدت الدراسة نهجًا كميًا قائمًا على تحليل المكونات الرئيسية (PCA). وقد أتاحت هذه الطريقة تقليص أبعاد خمسة متغيرات رئيسية (الناتج المحلي الإجمالي للفرد، والمخدرات الإجمالية، وعدد أصحاب الحسابات المصرفية، وعدد المقترضين، وعدد أجهزة الصراف الآلي (إلى عاملين رئيسيين. وتكشف النتائج عن وجود عامل "الثروة الاقتصادية والادخار الوطني" وعامل "الشمول المالي والوصول إلى الخدمات المصرفية". ويظهر التحليل الزمني تطورًا ملحوظًا: فقد اتسمت السنوات الأولى من الفترة (2009-2014) بهيمنة الثروة الاقتصادية، بينما شهدت السنوات الأخيرة (2020-2022) زيادة واضحة في الشمول المالي. تشير هذه الديناميكية إلى أنه على الرغم من التقدم الذي أحرزه الشمول المالي، إلا أن تأثيره على النمو الاقتصادي قد خفّضته التحديات الهيكلية والخدمات الخارجية. ويقدم التقرير توصيات ملموسة لتعزيز التآزر بين سياسات الشمول المالي وأهداف النمو الاقتصادي في الجزائر، مع التركيز على الوصول إلى الائتمان، والوعي المالي، ورقمنة الخدمات.

